



HAL
open science

Approche ethnologique des pratiques et représentations de la nature et de l'environnement dans les Mauges

Marie Percot, Anne-Elène Delavigne

► **To cite this version:**

Marie Percot, Anne-Elène Delavigne. Approche ethnologique des pratiques et représentations de la nature et de l'environnement dans les Mauges : Rapport de recherche. 2005. halshs-00009341

HAL Id: halshs-00009341

<https://shs.hal.science/halshs-00009341>

Preprint submitted on 28 Feb 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Approche ethnologique
des pratiques et représentations
de la nature et de l'environnement
dans les Mauges**

Marie Percot et Anne-Elène Delavigne (association *Terre à Terre*)

Pour le Carrefour des Mauges

Mai 2005

Les Mauges sont une petite région rurale de 100.000 habitants, située en Maine-et-Loire au cœur du triangle Nantes-Angers-Cholet.

Nous tenons à dire notre reconnaissance à toutes les personnes qui ont bien voulu nous accorder de leur temps pour des entretiens parfois très longs et nous les remercions de la confiance qu'elles ont bien voulu nous témoigner.

L'environnement n'est pas une donnée objective, mais une notion récente et éminemment culturelle : une notion qui se construit donc en fonction des contextes historiques, sociaux, économiques et politiques propres à chaque pays. Qu'est ce que l'environnement pour les gens, comment le vivent-ils et le disent-ils au quotidien ? Telles sont les questions que nous nous sommes posées.

L'approche ethnologique est particulièrement adaptée pour répondre à de telles questions, dans la mesure où ses méthodes permettent d'appréhender finement tant les discours que les pratiques quotidiennes qui « font » l'environnement dans un pays donné- et ceci au-delà des clichés ; elle permet aussi de repérer les conflits éventuels entre discours et pratiques, ainsi que le contrôle social qui s'exerce à ce niveau.

Les préoccupations environnementales ne sont pas le simple reflet des prescriptions institutionnelles, mais sont aussi faites de codes implicites que nous avons tentés de mettre en lumière. Nous nous sommes attachées à comprendre la façon dont les normes sont vécues concrètement. Nous avons voulu rendre compte des tensions, des contradictions, des différentes façons de se situer par rapport aux représentations et normes environnementales qui ont cours aujourd'hui.

L'objectif de cette recherche est d'abord d'apporter des matériaux de première main et de dresser un état des lieux du rapport à l'environnement dans les Mauges. Avec cette première approche, il s'agit de faire remonter et d'identifier un ensemble de problématiques qui s'expriment sur le terrain et qui seraient susceptibles, en un second temps de débats et d'appropriation sur le territoire étudié.

Pour cette étude, nous avons rencontré une centaine de personnes auprès de qui nous avons mené des entretiens aussi longs que possible. Ce

sont pour l'essentiel des personnes choisies au hasard et sans lien professionnel avec l'environnement, des personnes de tous milieux et de tous âges. Nous nous sommes aussi entretenues avec des sympathisants écologistes et des adeptes du « bio » et avons porté une attention spéciale aux agriculteurs. Une partie de nos entretiens s'est enfin déroulée auprès de professionnels locaux de l'environnement (institutionnels et associatifs) et d'élus locaux. Nous avons, de plus, mené des observations lors de manifestations relevant de problématiques environnementales.

Pour mettre au jour les représentations et normes propres à ce pays, nous n'avons pas questionné directement « sur l'environnement ». Nous avons plutôt tenté de les saisir au travers de catégories qui sont constitutives de la notion d'environnement mais qui ne sont pas aussi historiquement et politiquement marquées telles que le sain, le propre, le sale, le sauvage, le naturel, le pur, etc.

De la même manière, nous nous sommes intéressées aux pratiques en retenant dans nos questions et observations quelques champs bien délimités comme le rapport aux déchets, à l'alimentation saine, à l'utilisation des ressources naturelles (électricité, eau, transport...).

Nous avons cherché autant que possible à restituer directement la parole des gens, en laissant dans ce texte une grande part aux propos de nos interlocuteurs.

1. Le contexte ou le poids de l'histoire

Il apparaît nécessaire pour éclairer les pratiques et représentations contemporaines autour de la nature et de l'environnement de replacer tout d'abord celles-ci dans le contexte qui les a vu naître.

L'histoire des Mauges, récente ou plus ancienne, revient d'ailleurs régulièrement dans les entretiens que nous avons eus : nos interlocuteurs ont nettement conscience d'une tradition locale ou, pour être plus précis, d'une « mentalité locale » spécifique, à laquelle ils font explicitement référence, qui façonnerait toujours ce qui se passe aujourd'hui.

Ce rappel constant d'une identité collective forte est toutefois souvent difficile à expliquer pour nos interlocuteurs : un jeune habitant des Mauges nous dit ainsi que, selon lui, « *il n'y a pas vraiment ici de culture spécifique puisqu'il n'y a pas de langage et il n'y a pas de culture sans langage. Il y avait des mots [propres au pays], mais ils ont été oubliés* ». Il est vrai que, contrairement à d'autres régions de France comme la Bretagne ou l'Alsace par exemple, l'identité locale ne se base pas sur un ensemble d'objets facilement identifiables tels des monuments, un costume, des recettes de cuisine, un répertoire de chansons, etc. qui agissent comme autant de signes fédérateurs, mais qu'elle repose plutôt sur une histoire et une structure sociale que nos interlocuteurs ressentent comme spécifiques au pays. Ce même jeune que nous venons de citer remarque d'ailleurs que « *la guerre de Vendée, il faudrait plutôt l'appeler la guerre des Mauges puisque 80% des morts étaient des Mauges* ».

Nous ne reviendrons pas sur les guerres de Vendée, mais reprendrons ici les principaux arguments fédérateurs de l'identité locale.

Un pays fermé

Presque tous nos interlocuteurs mettent en avant, comme une rengaine, l'aspect « fermé » des habitants des Mauges : on nous rappelle qu'une épouse

venant d'un autre village que celui de son époux fera figure de « *survenue* » dans ce village, et que, à plus forte raison, des personnes venant d'autres régions de France feront figure d'étrangers pendant des décennies. Ces derniers reprennent parfois l'argument, tout en admettant que, finalement, ils se sont plutôt bien intégrés au pays. Il n'en reste pas moins que ce qui semble valorisé ici, c'est une sorte d'*entre-soi*, une volonté de faire communauté au prix même d'un certain sentiment d'enfermement : « *ici, c'est l'intra-coût*, plaisante un jeune interlocuteur, *il y a des couples de X, qui font construire à X et qui bossent à X* » (lui-même a remonté sa généalogie jusqu'en 1850, toujours dans le même village). « *On n'allait pas courir ailleurs, sauf au marché de Chemillé le jeudi* » note une vieille habitante de Melay. Il n'est pas certain que l'endogamie soit plus forte dans les Mauges qu'ailleurs en France, mais la constante réaffirmation de la fermeture du pays semble agir comme une sorte de protection contre une possible perte des valeurs du groupe en tête desquelles figurent le sens de la famille, la solidarité et le sens du travail (« *Dans les Mauges, on a encore en tête la bible et la phrase « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front* » » nous dit un agriculteur du Saumurois originaire de Beaupréau). Quand on cherche à faire préciser en quoi ce pays serait plus fermé qu'un autre, reviennent, pêle-mêle, les châtelains ou les patrons tout puissants, l'influence des prêtres (d'avant la JAC), le patriarcat, autant d'éléments qui justifieraient un côté « *retardé dans les mentalités* » du pays encore aujourd'hui. C'est une vision paradoxale qu'ont la majorité de nos interlocuteurs ; d'un côté ils semblent trouver un peu étouffant la structure sociale (on revient souvent sur le poids du qu'en-dira-t'on, on nous parle régulièrement du racisme dans la région), de l'autre on se sent protégé, un peu comme dans un cocon : « *Dans les Mauges, ce n'est pas la banlieue. A Angers, ça leur fait tout drôle à nos enfants de voir des enfants de partout, de voir des gens faire le ramadan. Ici, on a l'impression d'être dans une bulle sécurisée. C'est un peu comme un lotissement avec une grille. Il n'y a pas de danger, on ne va pas avoir de racaille* » explique une ouvrière.

Ce qui est peut-être plus spécifique aux Mauges est ce mélange entre volonté de conserver cet *entre-soi* (fermeture) en même temps qu'une

valorisation très nette de la modernité, en certains domaines tout au moins (ouverture). Le discours de tous nos interlocuteurs balance entre ces deux pôles. Il est frappant, en effet, que nous n'ayons pas trouvé la moindre trace de nostalgie sous quelque forme que ce soit, y compris chez des personnes âgées : les bouleversements opérés depuis l'après-guerre sont ressentis comme nécessaires et bénéfiques.

Le bocage d'hier comme métonymie du pays

Pour quasiment l'ensemble de nos interlocuteurs âgés de plus de 50 ans (et même un peu plus jeunes chez les agriculteurs), une figure fait office de symbole de la révolution opérée dans les années 60 : il s'agit de la destruction du bocage. « *Avant l'arrachage des haies, on avait l'impression de vivre une vie étouffante dans un paysage étouffant. L'arrachage, ça a été l'ouverture du paysage* » dit un agriculteur tout juste retraité.

L'arrachage des haies fonctionne ainsi comme une absolue métonymie des bouleversements sociaux qui se sont produits à la même époque. Nous ne pouvons qu'adhérer à l'analyse que faisait Julien Gracq qui prédisait en 1934¹ que « *le bocage est une forme économique qui mourra d'une transformation sociale* » puisqu'il apparaît « *comme le symbole de la domination d'une noblesse féodale sur une population paysanne autrefois pauvre, mais que l'amélioration de ses terres émancipera graduellement de la tutelle seigneuriale* ». C'est en effet comme d'une grande respiration, comme d'un grand bol d'air, que nos interlocuteurs parlent de l'arrachage des haies comme si celles-ci étaient responsables de l'esprit de clocher, du pouvoir des notables et du patriarcat, de l'assujettissement des femmes, comme si le bocage avaient fini par rendre ses habitants claustrophobes : voir plus loin, ouvrir l'horizon, dégager et élargir les routes, autant de sentiments qui sont présentés comme conséquence de la destruction du bocage. De façon paradoxale, le bocage est

¹ Julien Gracq, 1934, « Bocage et plaines dans le sud de l'Anjou », *Annales de Géographie*.

symbole de l'esprit du pays autant par son existence hier (les fameux chemins creux des guerres de Vendée) que par son arrachage il y a quarante ans.

On peut même faire l'hypothèse que c'est bien à l'époque de l'arrachage que les Mauges font leur révolution, quand sous l'impulsion de la JAC en particulier, est finalement remise en cause la suprématie traditionnelle des notables et du patriarcat. En effet, à chaque fois que l'on nous parle de l'arrachage des haies (*« Ah, c'était quelque chose... quand on a vu les premiers bulls arriver ! » « Avant, on ne voyait rien, pas d'horizon, on ne voyait rien du tout... d'ici, tu n'apercevais même pas la ferme là-bas. On était enfermés »*), le discours glisse automatiquement sur la fermeture du pays et sur les larges avancées survenues depuis les années soixante : *« Il fallait voir ça comment les notables tenaient tout. L'ouvrier qui s'achetait une voiture, il avait sa réflexion » ; « C'était le curé qui décidait de tout : de qui allait faire des études, de qui allait à l'usine... C'est même lui qui arrangeait les mariages par ici, c'est lui qui faisait les accordailles » ; « Jusque dans les années soixante, on ne se mélangeait pas filles et garçons ; tout se passait par le patronage et on était sacrément surveillés. On se cachait pour aller au bal dans les villages voisins. Il n'y avait pas intérêt à ce que cela se sache »*. Autant de remarques qui se mêlent à la description de l'arrachage des haies, comme s'il était bien impossible de séparer fin du bocage et fin d'un certain système social, comme si l'un ne faisait sens qu'avec l'autre, comme si bocage et modernité (voulue) étaient foncièrement incompatibles : la dynamite qui fait sauter les talus a, dans l'esprit de nos interlocuteurs, fait sauter aussi une pression sociale devenue insupportable. Seul un jeune de sensibilité écologiste nous a fait la remarque que *« depuis le remembrement, on a arraché la culture paysanne avec les haies. Ils l'ont dynamitée. On a perdu des techniques, aujourd'hui ce n'est pas le même boulot »* et l'on notera que, de fait, lui aussi fait l'amalgame entre culture locale et bocage et qu'il conclue à une sorte de révolution. Mais ce même jeune précise aussitôt que le gain de productivité était nécessaire : *« C'était une avancée quand même, même si elle a été un peu trop loin. Ce n'était pas facile de tenir la raie derrière le percheron ou de faire le battage »* et, dit-il encore : *« Tout est arrivé en même temps, c'est énorme. Je n'imagine pas*

ce qu'ils ont vécu comme changements. Il y a eu des changements libérateurs, surtout par rapport au boulot. Même si on aime encore bien le boulot ici ».

Un rattrapage à la modernité

« Les gens des Mauges, c'est les oreilles bien dégagées et la tête dans le guidon ! [...] A la Petite Angevine, tu vois des gens qui sortent leur costume des années 50 : les Mauges, c'est une agriculture dynamique avec une mentalité archaïque. Ils ont cherché à faire aussi bien que les Bretons. Les CUMA achètent cher au lieu de chercher à produire moins : c'est une revanche sur la modernité » remarque un agriculteur, signalant ainsi que la modernité ne fait pas ici question.

On remarquera toutefois que les gens des Mauges ont le sentiment d'être entrés tardivement dans l'ère de la modernité : c'est en effet très spontanément qu'on nous raconte les conditions de vie jusqu'aux bouleversements des années 60 voire 70. L'impression d'avoir vécu des vies dures, toutes faites de labeur dans un cadre de vie particulièrement inconfortable, est unanimement partagée par les plus âgés. On parle souvent de la boue omniprésente (*« La gadoue, il fallait voir ça dès que ça pleuvait, ça te collait partout. Ça, on peut dire qu'on était bouseux ! »* ; *« Et encore les jeunes disent qu'on a des routes dignes des chars à bœufs »*), des logements trop étroits et vétustes (*« On avait de ces conditions de vie ! Nous, on a eu l'électricité en 52 et l'eau en 61. Jusque là, c'était corvée d'eau pour les femmes et en période de sécheresse, c'était aux enfants d'aller jusqu'à la source »* ; *« On n'était douze enfants, plus un vieil oncle, on était à quinze dans trois pièces dont la cuisine »*). On remarque que les sanitaires ne sont guère arrivés que dans les années 70 dans les maisons : *« Nous jusqu'en 76, on n'avait pas de salle d'eau ni même de toilettes dans la maison. On n'a rien eu jusqu'à se qu'on construise la nouvelle maison »*. De même, au niveau du travail agricole, on souligne les archaïsmes : *« Jusqu'à 20 ans, je tirais le lait et menais le cheval, on achetait le tracteur quand le fils partait à l'armée. Le modernisme est*

arrivé d'un coup. En 32 ans, on est passé de ça à l'ordinateur à la maison pour calculer le travail » explique ainsi un maire agriculteur.

On pourrait objecter que cette évolution vaut pour l'ensemble des campagnes françaises, en tout cas celles dont le sol est pauvre, mais ce qui est peut-être un peu particulier ici, c'est l'absence absolue de discours type « *bon vieux temps* » (si l'on n'excepte, à la limite, une partie des récits d'enfance des personnes les plus âgées sur lesquels nous reviendrons lorsque nous parlerons des pratiques de plein air). La modernité est donc bien vécue comme un bienfait pour l'essentiel et ce qui fait retour sur le passé (récent) est à l'inverse vu comme hautement suspect. Du passé, on ne veut retenir que les Guerres de Vendée que la mémoire collective persiste à utiliser comme symbole du caractère particulier des gens de la région : à savoir indépendants et solidaires à la fois (quand bien même cela soit contradictoire avec la façon dont on décrit la lourdeur des relations sociales encore en vigueur dans la seconde moitié du vingtième siècle).

Cette impression de ne pas profiter depuis longtemps du confort de la modernité explique sans doute en partie le très rare attachement voué aux vieilles pierres par exemple. Jusque très récemment, un pavillon neuf était ici vu comme beaucoup plus enviable qu'une « *fermette rénovée* », à la différence de régions françaises depuis plus longtemps patrimonialisées (cf. la Normandie, la Bretagne, etc.). De la même manière on ne voit guère dans les jardins, voire sur les ronds-points, d'exposition d'outils anciens comme cela peut-être la mode ailleurs. On ne trouve pas non plus de présence de meubles anciens dans les maisons.² Il est vrai que la valeur accordée au patrimoine local a bien souvent été une conséquence d'un regard extérieur, à savoir celui du touriste à la recherche de pittoresque, regard que les Mauges n'ont guère eu (nous y reviendrons), pas plus qu'elles ne sont terre de résidences secondaires³. De cette absence de regard extérieur valorisant, couplée au rejet d'une vie trop

² Nous n'avons pu savoir si les héritages ont été peu nombreux en raison de la pauvreté de nombre de maisonnées ou si c'est parce que l'on s'est débarrassé des vieux meubles de famille.

³ Il y a moins de 5% de résidences secondaires dans le Maine-et-Loire (contre 9% pour la France entière et 16% pour la Normandie par exemple). Et on peut sans risque affirmer que ces 5% se situent plutôt sur la partie Layon du Maine-et-Loire que sur les Mauges. (« La maison de campagne change le décor et de décor », Normand J.M. *Le Monde* Vendredi 10 avril 1998).

dure (physiquement et socialement) résulte une presque absolue valorisation des temps modernes : quand bien même certains de nos interlocuteurs se sentent un peu mis à l'écart ou lâchés en route (en particulier de jeunes agriculteurs), personne ne met en doute le fait qu'aujourd'hui soit mieux qu'hier.

C'est aussi cette valeur de la modernité qui fait mettre en avant toutes les entreprises pionnières, que ce soit dans le domaine de l'agriculture (avec les premiers hors-sol par exemple, ou touchant à l'environnement comme telle usine de retraitement des déchets). Mais on peut parier qu'une innovation absolue sera ici adoptée beaucoup plus facilement qu'une innovation consistant à réinterpréter une ancienne technique. C'est ainsi que l'on peut penser que des techniques comme les éoliennes, puisque ne faisant pas rappel du passé, devraient être adoptées relativement facilement.

Un pays aux revenus modeste

Les Mauges ont été de tout temps un pays pauvre comme le sont en général les pays d'embouche⁴. Le développement qu'elles ont connu depuis la seconde moitié du 20^{ème} siècle n'a pas pour autant enrichi vraiment les habitants. On vit moins difficilement qu'avant certes, mais la majorité de la population vit tout à fait modestement : il n'y a guère de « gros paysans » dans les Mauges et, dans l'industrie ou les services, les cadres sont peu nombreux. *«Les gens des Mauges, le fait d'avoir été pris à l'usine et à l'agriculture très jeunes, ont un niveau d'étude bas. C'est un handicap de départ »* explique un élu.

Il est cependant à noter que peu de personnes se plaignent d'avoir un train de vie « modeste » qui est d'ailleurs le seul qui soit socialement toléré (Lors d'une visite chez l'un des plus grands patrons des Mauges, nous avons pu vérifier que sa maison n'avait rien d'un château et qu'elle était meublée sans aucun luxe). On pourrait presque voir un aspect protestant dans la sobriété qui est de mise ici, tant dans la façon dont on ne doit pas « gâcher » l'argent, que dans la façon dont il est mal vu de se distinguer les uns des autres.

⁴ Pour plus de détails à ce sujet voir «Une approche historique de l'élevage dans le bocage choletais », Marie Percot, rapport au SIET du Choletais, 1997, disponible au CRDAM.

Toutefois, comme nous le verrons plus avant dans ce texte, les considérations pécuniaires reviennent fréquemment dans le discours de nos interlocuteurs. On remarque qu'il faut faire attention à ses dépenses (pour l'eau, le chauffage, pour des plantations, etc.) et si les Mauges sont bien entrées dans la société de consommation, c'est toujours de façon assez parcimonieuse. Au demeurant une visite des supermarchés de Beaupréau et Chemillé semble montrer que l'offre est moins diversifiée qu'en d'autres endroits comme Clisson ou à plus forte raison Nantes : ainsi, par exemple, on trouve sept sortes de poulets de différentes catégories au Leclerc de Clisson contre trois seulement au SuperU de Beaupréau et Chemillé. La propriétaire d'une table d'hôte installée dans une ancienne écurie et meublée de façon assez originale explique que son restaurant « *est un produit haut de gamme, qui n'est pas donné, qui est trop sophistiqué pour les gens des Mauges, qui n'est pas dans leurs habitudes de consommation* ».

Les gens des Mauges font attention à leurs dépenses et, de la même manière, sont anxieux de la dépense publique : la peur du gâchis à ce niveau a régulièrement été évoquée par nos interlocuteurs.

Corollaire, sans doute, de ces revenus modestes, c'est encore l'économique qui prime sur toute autre considération, y compris en ce qui concerne l'environnement et y compris de la part des élus : ainsi, par exemple, l'implantation d'une entreprise quelconque sur un site jugé par ailleurs remarquable, ne prêterait guère à contestation dans la mesure où elle est censée « donner » du travail dans la région ; on est prêt à supporter nombre de nuisances au nom du primat de l'économique. L'exemple du sentier des crêtes de la communauté de communes de Chemillé est à ce titre très parlant : le sentier est censé relier pour les randonneurs les différentes communes et est conçu comme mise en lumière des patrimoines respectifs (un jardin de curé à Melay, un observatoire et des éoliennes aux Gardes, etc.). Or, en plein milieu de son parcours, et sur l'un des points de vue le plus panoramique, va probablement s'ouvrir une carrière. Une association pointe du doigt cette incohérence, mais pour beaucoup de nos interlocuteurs le doute n'existe pas : une entreprise a forcément la primauté sur un sentier de randonnée, soit-il

emblématique de l'identité locale ⁵. Quant aux nuisances potentielles (explosions, bruit, trafic routier accru), loin de mobiliser au nom de la « défense » de l'environnement (même si une association existe), elles apparaissent comme un mal nécessaire ou bien elles sont minimisées (« *Ce n'est pas Tchernobyl quand même !* » dit une future riveraine).

La pression sociale

Tous nos interlocuteurs sentent comme particulièrement forte la pression sociale, pression qu'ils supportent plus ou moins bien (on peut au demeurant imaginer que ceux qui sont partis –dont les missionnaires- ont aussi cherché à échapper à cette pression). On nous dit combien il est mal venu ici de se faire remarquer, de se démarquer du comportement moyen. Nous avons rencontré quelques personnes originaires des Mauges mais installées hors des Mauges qui soulignent comment cela a été pour eux une sorte de libération.

On peut penser que la forte inter-connaissance qui existe ici, favorisée par des réseaux familiaux importants et présents sur le territoire même, donne naissance à un contrôle social qui s'exerce toujours fortement. Les prêtres et les notables n'ont plus le pouvoir qu'ils avaient jusqu'à la dernière guerre, mais voisins et parentèle continuent en revanche à juger des comportements de tout un chacun. Cette pression à « ne pas sortir du rang » limite sans doute en partie les capacités d'innovation ; en revanche, elle favorise la diffusion des innovations que quelques-uns ont eu le front d'adopter en premier : c'est ce modèle que l'on repère en particulier dans l'agriculture où toutes les nouveautés ont été le fait de pionniers soutenus par des institutions agricoles vouées à la diffusion d'un modèle jusqu'à présent productiviste.

Il reste qu'il n'est pas bien vu ici de se faire remarquer, d'afficher une originalité trop prononcée et ceci dans tous les domaines. Au niveau de l'environnement, on retrouve cette même réaction : on agit comme son voisin. On peut en retrouver les conséquences à un niveau personnel : ainsi de cette

⁵ L'une des raisons qui explique aussi ce qui a priori peut sembler paradoxal est que ce projet est né d'un financement issu de la construction de l'autoroute toute proche (1% paysager). Il ne s'agit donc pas d'un projet issu d'une forte motivation locale.

jeune femme d'agriculteur qui signale qu'elle n'ose pas trop se maquiller « *parce que ça ne se fait pas dans notre milieu. On n'est pas en ville, on ne veut pas s'afficher !* ». Mais on le remarque aussi pour le sujet qui nous intéresse dans l'agencement des jardins par exemple ou l'allure des maisons et des clôtures.

La solidarité, valeur cardinale du pays, est encore largement imposée. On nous parle ainsi d'un agriculteur qui n'a pas voulu adhérer à la CUMA que ses voisins ont créée. Celui-ci affirme vouloir travailler autrement, sans investissements lourds d'autant qu'il est proche de la retraite. Pour ses voisins cependant, c'est un « *lâcheur qui a toujours voulu faire son original. Il faut dire qu'il est un peu fêlé !* ». Le « coupable » se sent au demeurant exclu de la communauté villageoise. Un jeune agriculteur sent aussi s'exercer une pression au niveau des pratiques : « *On fout la trouille aux gens : si tu désherbes pas tu auras ça, si tu ne traites pas tu auras ça. C'est pour ça que les Mauges c'est dur* ».

« Savoir rester à sa place », ne pas frimer, accepter une condition modeste, ne pas être « fier » sont autant de vertus dans le pays. Un « survenu » d'une petite commune raconte ainsi comment il a eu du mal à faire accepter l'idée d'un tennis municipal parce que, aux yeux des élus, il s'agissait là « *d'un sport de bourgeois* ».

Une autre caractéristique du pays est la forte résistance au contrôle de l'Etat ou d'organismes centralisés. On voit bien cette tendance avec cet exemple de pêcheurs réunis en association dans une petite commune mais qui refusent d'adhérer à la fédération : « *Etre adhérent à la fédération, ce n'est rien que des contraintes. Et il faut aussi leur reverser de l'argent. On n'a pas besoin de ça !* ». Parlant d'initiatives nouvelles, les agriculteurs aussi insistent sur la nécessité qu'elles « *viennent de la base et non du haut* ». Et c'est une sorte d'égalitarisme qui prévaut, corrolaire de cette pression à « *être du même monde, tous pareils* ».

Les nouveaux arrivants

Toutefois, on nous répète souvent que les choses sont en train de changer, en particulier grâce à l'arrivée de nouveaux habitants dans les nombreux lotissements qui se construisent ça et là.

Un conseiller municipal d'une petite commune explique ainsi qu'« *il y a des mouvements de population phénoménale, avec des gens qui bougent en cours d'année, des gens qui restent deux ans et repartent, il y a aussi arrivée de population défavorisée fuyant la ville pour avoir un loyer moins cher [...] Une commune a toujours envie de s'agrandir, mais des gens qui arrivent d'ailleurs, ça fait un changement dans les relations sociales* ». Un autre élu nous précise que les personnes âgées qui habitent sa commune depuis toujours vivent mal les bouleversements comme l'arrivée des lotissements et de la nouvelle population qu'ils ne connaissent pas. A plusieurs reprises nos interlocuteurs nous ont désigné une maison du voisinage nouvellement habitée, en exprimant leur sentiment de méfiance face à ces « *étrangers* » ou ces « *inconnus* » dont « *on ne connaît même pas le nom* ». Des initiatives sont cependant prises parfois pour faire se rencontrer ancienne et nouvelle population, pour « *aider à l'intégration des nouveaux* », comme dans cette commune où le club de foot organise une fête « *inter-quartiers* », regroupant habitants du bourg et des lotissements.

Plusieurs élus soulignent toutefois leur crainte que « *cette nouvelle génération s'en fiche du maire, ils veulent du service* ». On remarque que les nouveaux ont choisi de s'installer ici en raison des prix tout d'abord mais aussi du calme et du cadre de vie (habiter à la campagne), mais on les considère plutôt comme « *consommateurs* » que comme vraiment citoyens.

Il est à noter que la plupart de ces nouveaux arrivants s'installent dans les lotissements neufs : il n'y a donc guère de mélange entre anciens habitants du bourg et arrivants. Mais le mélange s'opère entre nouveaux habitants et enfants des habitants traditionnels puisque ces enfants viennent aussi s'installer dans les lotissements.

Rural/urbain

Si les Mauges sont bien un territoire rural, il ne faut pas cependant minimiser le découpage ville/campagne tel que le voient ses habitants. En effet, les bourgs (y compris des petites communes) sont ressentis comme appartenant au domaine de l'urbain par opposition à la campagne. Les gens savent faire la différence avec les grandes villes mais celles-ci appartiennent à un autre monde que l'on sent comme lointain. La dichotomie bourg/campagne a des racines lointaines. Une retraitée de Melay nous dit ainsi : « *En campagne, nous on n'y allait pas. Et la campagne, c'était la campagne. Ça s'est mélangé après la guerre* ». Un ancien élu précise aussi : « *Il y avait souvent des tensions entre les enfants des villages et les enfants du bourg. Il faut dire qu'on ne jouait pas ensemble, nous qui étions dans le bourg, on se sentait supérieurs* ».

On repère aussi cette notion de « ville » dans le discours de ce retraité de Melay qui remarque en parlant d'un petit bois proche du centre ville, « *ça fait un peu de verdure* » comme si le bourg n'était pas entouré de verdure. Il en va de même chez cet élu d'une toute petite commune qui explique, parlant d'un chemin de promenade : « *On tient à ce que ça reste, c'est un poumon vert. Ça sert d'espace de balade, tout un circuit peut se faire, surtout le dimanche. Il y a un petit circuit appelé le Chemin vert au niveau du lotissement. On a essayé de conserver le maximum d'arbre. Et il y a un circuit d'une heure, c'est une force vive où on peut entraîner nos gens dans un couloir qui fait poumon dans la ville* ». Ce vocabulaire urbanistique est employé par la plupart des élus de communes que nous aurions tendance à voir comme des villages. Les élus craignent d'autre part les conséquences d'une périurbanisation rapide et la transformation de leurs communes en villages dortoirs (avec de surcroît la disparition des commerces de proximité). Mais les catégories peuvent aussi se brouiller un peu, ainsi de ce cadre habitant presque au centre d'une petite commune et qui, nous montrant un petit immeuble, explique : « *Ils ont eu du mal à le remplir. C'est logique, à la campagne, les gens ne veulent pas habiter en appartement, monter des escaliers et ne pas avoir de jardin. Ça c'est bon pour les villes...* ».

On retrouvera toutefois nettement la dichotomie ville/campagne dans les propos de cette commerçante de Chemillé qui nous parle du projet de « théâtre-foirail »⁶ : « *Ce nom est ridicule, ça fait hurler de rire les gens des villages alentour qui disent « Ils font ça dans un endroit moche entre les tours⁷ et le supermarché ». Et moi, j' imagine emmener ma fille à la danse classique dans un décor avec des vaches ! Les gens rigolent en disant qu'il va falloir enfiler ses bottes pour aller au concert ! Ça va donner une image rurale comme si on était des arriérés... Un musée de l'élevage, je ne dis pas, c'est joli ça. Mais rassembler la culture et l'agriculture, c'est vraiment n'importe quoi. Non mais franchement quel est le rapport. Ah, non vraiment, l'idée d'aller au spectacle en pénétrant par un hall avec un décor de vaches ou avec des bouts de viande [...] Les agriculteurs qu'on les mette à la campagne avec leurs produits du terroir ».*

Les bourgs du côté de l'urbain, la campagne aux agriculteurs, il faudra garder en tête cette opposition lorsque l'on abordera la question du fleurissement ou celle des pratiques de plein air.

⁶ Le théâtre-foirail est un projet de salle de spectacle doublée d'un musée consacré à l'élevage dans les Mauges sur les lieux de l'ancien foirail de Chemillé, d'où le nom.

⁷ En réalité quelques immeubles HLM de quatre étages.

2. Nature et lien social

Au cours de cette enquête, la nature au sens naturaliste n'est presque pas apparue. On peut en déduire qu'il s'agit là d'une catégorie quasi absente chez nos interlocuteurs ou alors qu'elle relève du domaine privé dont on ne parle pas, ce qui semble peu vraisemblable. Seul un couple nous a parlé de ses promenades « dans la nature », nous expliquant qu'ils s'intéressaient aux diverses plantes, aux sortes d'oiseaux dont ils cherchaient à apprendre le nom et qu'ils aimaient à prendre des photos lors de leurs balades. De temps en temps, un agriculteur nous a pointé du doigt un oiseau ou nous a parlé de son goût à respirer les parfums de la campagne lorsqu'il faisait un tour de ses champs. Mais pour la majorité de nos interlocuteurs, la nature n'apparaît qu'en tant que « nature socialisée » : on ne la pratique pas en tant que telle dans une relation individuelle, mais en groupe lors d'activités précises. Il en va de même lorsqu'on nous parle du passé : ce sont les pratiques collectives de la nature qui ont marqué les mémoires, beaucoup plus que l'aspect de la nature à cette époque. Il est d'ailleurs frappant qu'aucune comparaison ne nous ait été faite qui noterait les différences entre nature hier et nature aujourd'hui. Si l'on excepte la question des haies, nos interlocuteurs parlent de la nature comme d'une toile de fond immuable ou, pour le moins, ne s'intéressent pas aux changements qui ont pu survenir.

Le sauvage est ici une catégorie totalement inexistante. Il est vrai que sur ce territoire il n'y a guère de place pour une nature moindrement humanisée : presque tout est utilisé en espace de production, ne laissant pas place, par exemple, à de la forêt ou des landes. Si l'absence de « sauvage » ou de ce que le sens commun appelle « nature » ne gêne guère les gens des Mauges, c'est peut-être qu'il reste quelque part en mémoire la longue lutte des paysans d'ici pour gagner des terres cultivables sur un sol trop pauvre et que la pression sur la terre ne s'est jamais démentie jusqu'à présent.

A la différence des urbains (Parisiens en particulier), on n'éprouve donc pas dans les Mauges le besoin de retrouver de temps en temps des espaces moins humanisés, quand bien même il faudrait aller les chercher ailleurs :

lorsque d'autres régions de France sont évoquées, c'est, encore une fois, pour leurs aspects humains (villages, monuments, gastronomie, etc.) et non pour leurs espaces naturels.

Les haies d'hier

Même en ce qui concerne les haies, la vision naturaliste est presque totalement absente : elle est juste évoquée par quelques chasseurs en tant que « réservoir » à gibier. Ce sont les pratiques liées à la haie qui ont marqué les mémoires plus que la composition de cette haie. On remarquera aussi que, comme le note un animateur s'occupant de l'environnement, « *bocage est un mot inconnu, qui fait retour en arrière [d'autant que] les élus ont participé au développement du territoire aussi en arrachant des haies* ».

« *Vous voyez ces grosses mains, nous dit un agriculteur retraité en tendant ses paumes vers nous, j'ai poussé avec un outil, ça me les a formées. Les haies, je les ai coupées jusqu'à 20 ans. Il fallait que ça fasse beau, c'était propre, mais on avait l'impression de bosser pour le plaisir [...] La serpe en hiver pour couper les choux et tailler les haies, c'était mon boulot. Mon père s'occupait du tabac. Je me disais couper les haies, j'avais l'impression que ça ne servait à rien, mais ça faisait beau quand une haie était coupée, ça faisait bien car ça faisait propre* ». Un autre agriculteur remarque : « *On voyait les grands-pères tailler les haies* ». Il faut donc retenir ce fait important, l'entretien des haies n'a jamais été le travail de l'agriculteur, mais une sorte de travail « à côté » réservé à ceux qui ne pouvaient participer pleinement à la production, à commencer par les enfants. Presque tous les agriculteurs qui ont connu cette époque évoquent un mauvais souvenir du taillage des haies en hiver : « *L'hiver, on le passait dehors. Le pire, c'était les choux parce qu'en plus on était mouillé. Mais le plus de temps, on le passait sur les haies. Il fallait faire des fagots et tout passait dans la cheminée. Ça, il fallait quand même avoir une santé !* » ; « *On y passait un temps énorme, l'hiver et même toute l'année* ». Un autre agriculteur explique : « *Pour l'entretien des haies, il fallait vraiment y croire, les haies, c'est un choix de départ. On passait du temps à les entretenir. La plupart*

des agriculteurs les rasaient. Quand on les a rasées, il n'y a plus de raison d'entretenir ! ».

L'impression d'un travail long et sans cesse à reprendre est celle qui prévaut très largement : un travail qui est aussi symbole d'un temps dur qui ne ménageait pas les corps. Un travail qui a donc été, en quelque sorte, « incorporé » au sens strict. Ainsi, faire retour à la haie consiste aussi à faire retour sur cette souffrance. Chez les agriculteurs ce sentiment a été transmis tel quel à la nouvelle génération qui en fait état aussi quand bien même elle n'y a pas été exposée directement.

Un seul agriculteur nous a fait spontanément un exposé sur la technique de taillage et les outils qui s'y rapportent (gant, ciseau, etc.), sur la manière de fabriquer les fagots. Pour les autres, c'est juste l'impression globale qui persiste sans que n'apparaisse de sentiment de perte face à la disparition de ces techniques (probablement peu valorisées puisque accessibles aux enfants et vieillards).

C'est ensuite sur le « redressement du paysage » que l'on nous fait des remarques : *« L'arrachage des haies a commencé dans les années 60, parfois avant. Ils ont d'abord arraché les haies tortueuses. Les haies ne sont restées qu'à côté de l'exploitation ou à côté d'un chemin redressé »* ; rares sont ceux qui n'apprécient pas ce nouvel ordre : *« Ils ont recalibré les ruisseaux et abattu toute la végétation qu'il y avait autour. Ce n'est pas joli, c'est plus joli quand ça serpente et la végétation, c'est fait pour quelque chose. Mais ça replante quand même parce qu'il y a eu des subventions »*. A l'exception de quelques agriculteurs militants de la Confédération (encore qu'ils imaginent aujourd'hui un bocage moins « dense » que celui qui existait), aucun agriculteur ne remet en cause l'arrachage des haies. Haies et productivité semblent ainsi antinomiques à nos interlocuteurs : *« Face aux années de famine en Afrique et dans les Pays de l'Est, il fallait produire. Pour se faire, on a arraché les haies au détriment de ce que cela représentait comme élément sécurisant »* ; *« L'arrachage a été nécessaire pour travailler avec le tracteur »* ; *« Le paysage a beaucoup changé, le chemin a été élargi. Avant les années 60, on était toujours à l'ombre. Les grandes haies ont été arrachées par la municipalité et*

par les agriculteurs, il y en avait sûrement besoin aussi pour assainir le chemin. On a été obligé d'arracher haies et arbres, mais il le fallait pour l'assainir, plus il est ombragé, plus il se détériore ». Avec cet « élément sécurisant », on voit ici réapparaître la notion de pays fermé mais protégé, l'aspect « cocon » du pays. On pourrait faire la même remarque à propos de l'ombre faite par les haies : avec l'arrachage des haies, on a trouvé de la lumière.

Plusieurs agriculteurs nous ont fait remarquer que les châtelains n'étaient pas contents du tout de l'arrachage, voire qu'ils l'interdisaient en partie sur leurs terres : un fait qui ne peut que renforcer dans l'esprit des agriculteurs l'association bocage/temps de l'oppression ; tous les agriculteurs ont en mémoire le bois « dû » aux châtelains.

On notera que parmi toutes les personnes que nous avons interrogées et qui ont connu cette époque, seuls les agriculteurs ont mentionné spontanément la destruction du bocage. Pour les autres, ouvriers pour la plupart, il semble que la haie ne ressort simplement pas de leur monde, ce qui -au passage- nous indique que l'espace agricole était peu ou pas pratiqué par les non agriculteurs (si ce n'est par les enfants, nous y reviendrons).

Une campagne sans espaces verts

Les Mauges sont une campagne sans espaces verts. Ce paradoxe, à première vue, s'explique en fait assez simplement. En l'absence de forêts et d'espaces non cultivés, c'est évidemment l'aspect espace de production qui prend le dessus : la « nature » appartient ici aux agriculteurs, elle est un espace de travail et non de loisir. Cet aspect uniquement productif de l'espace est inconcevable pour un vrai citadin : pour lui, dans la mesure où l'espace n'est pas construit, il s'agit de « campagne » et dans la campagne, on peut se promener ; l'aspect « privé » de champs cultivés n'est guère ressenti. En revanche, pour les habitants des Mauges, on ne se promène pas « chez » les voisins agriculteurs, pas plus qu'on ne peut emprunter librement un chemin qui mène à une propriété (« *Ils sont venus se promener dimanche sur la route de la*

maison et ils ne sont même pas venus saluer » remarque une agricultrice en parlant de connaissances habitant dans le bourg).

On comprend mieux dès lors l'engouement pour les plans d'eau qui ont la même fonction que les parcs des grandes villes. « *Le plan d'eau permet un brassage de la population. Il est fréquenté par tous les gens de la commune* » précise un élu. Ils répondent à un besoin de promenade qui n'interfère pas avec le voisinage, qui soit en quelque sorte plus anonyme. Les plans d'eau sont donc le lieu dont « *on peut faire le tour* » avec des amis le dimanche, le lieu où l'on peut retrouver d'autres mamans avec leurs enfants le mercredi, sans s'immiscer sur un terrain privé. Tout comme les parcs, ils intègrent un parcours, des haltes désignées par des bancs, voire des tables de pique-nique, des toilettes et une esthétique « propre » qui correspond au goût local pour la nature domestiquée, en l'occurrence qui correspond à l'idée de loisir (avec des plantations plutôt « urbaines » et plutôt exogènes).

De tels lieux peuvent être intensément pratiqués comme à la Coulvée près de Chemillé où l'on se bouscule à tel point en été que certains voudraient même pouvoir réserver une place pour des pique-niques familiaux, ainsi que nous le dit le responsable du camping du lieu. Mais les plans d'eau communaux –généralement plus petits- sont plus pratiqués qu'il n'y paraît de prime abord : en plus des quelques pêcheurs qui les pratiquent en semaine, ils peuvent aussi être lieu de rencontre pour les plus jeunes (qui n'hésitent pas à en parcourir les allées en deux-roues au grand dam des responsables). Dans certains cas, comme à Melay par exemple, ils sont même l'espace public communal par excellence : c'est ici que se dérouleront les festivités diverses dont les 24 heures de pêche à l'occasion du Téléthon. Non seulement lieux de promenade, les plans d'eau ont aussi une fonction paysagère : à plusieurs reprises, on nous a fait remarquer que les constructions nouvelles avaient tendance à s'orienter face au plan d'eau afin de pouvoir le voir de ses fenêtres (A Melay, dans le lotissement proche du plan d'eau toutes les maisons qui le bordent ont effectivement la façade tournée dans sa direction).⁸

⁸ On nous signale à plusieurs reprises cette tendance à s'orienter vers l'eau qu'il s'agisse du plan d'eau ou de la rivière.

A l'inverse des parcs urbains, on ne se promène quasiment jamais seul dans les espaces verts et publics ainsi constitués. Il s'agit bien ici d'une pratique sociale qui répond à un besoin relativement nouveau : prendre l'air en famille ou entre amis.

Une nouveauté : le plein air de loisir

« *Les Parisiens, on les voit dès qu'il y a un rayon de soleil, à s'exhiber, ils sont là les bras à l'air, en marcel [débardeur]* », « *Les Scandinaves, ils aiment bien être à poil dès qu'il y a du soleil* », ces deux affirmations qui nous ont été faites par une jeune animatrice et par un agriculteur retraité résument assez bien le rapport au plein air, un rapport effectivement assez différent des urbains. D'une certaine manière, ici, le plein air point trop n'en faut. Le plaisir hédonique de l'exposition au soleil n'existe pas et le plein air, le « dehors » renvoie plutôt au travail, à une exposition obligatoire en quelque sorte, alors qu'en ville, il renvoie entièrement à une préoccupation hygiéniste ou à une activité de loisir très valorisée.

La préoccupation hygiéniste commence toutefois à se répandre dans les Mauges. « *L'été comme on travaille beaucoup au jardin, on n'a pas besoin de manger dehors* » nous dit une jeune compable. Un agriculteur explique : « *Maintenant, on sort sur la pelouse dehors. Avant on pique-niquait sur une couverture, on allait quelques fois à Béhuard sans chaise ni table de pique-nique. On s'installait par terre. Ça a commencé à sortir devant les maisons, mais on ne mangeait pas dehors. Autrefois on se réunissait dans un hangar ou dans les granges, mais pas dehors. Ça se faisait peut-être dans le Sud-Ouest, mais pas ici. Dans les Mauges, il y avait souvent deux feux dans une maison dont les gens s'entendaient à peine, ça ne favorisait pas* ». Un ancien ouvrier chez qui nous visitons le potager nous indique une table placée sous un gros abricotier : « *Avec ma femme, on se met à cette table pour équeuter les haricots, finalement, on est aussi bien là pour faire ça [qu'à l'intérieur de la maison]* ».

Des personnes âgées nous ont fait remarquer qu'avant les femmes ne sortaient pour ainsi dire jamais dehors (aujourd'hui encore, la maison est du domaine féminin et le potager masculin, la division sexuelle des tâches étant encore bien marquée).

Pratique sociale, le pique-nique, le repas dehors apparaît (avec la randonnée, mais nous y reviendrons) comme l'activité de plein air par excellence. Il est l'occasion de rencontres, en famille le plus souvent, dans un cadre différent de l'habitude : « *Le barbecue public, c'est squatland. Sous les peupliers, c'est les gens des environs. Parfois, il y a une foule pour le barbecue et les gens nous demandent si on peut réserver les tables* » précise un employé communal parlant d'un plan d'eau déjà ancien. Là encore, on remarque que l'espace doit être public : on n'ose pas aller s'installer au bord d'un champ ou à l'abri d'une haie. Certains lieux sont ainsi désignés comme possibles aires de pique-nique, tandis que d'autres seront lieu de promenade. Ces lieux de pique-nique se situent souvent à proximité de l'habitat (à l'exception des bords de Loire, très prisés aussi). « *Pour le barbecue extérieur, il est entretenu par les employés communaux, il y a beaucoup de monde, à la limite il faut réserver, les gens aiment bien les tables* » ajoute un responsable de site. Il ne s'agit donc presque jamais de partir à la découverte d'un coin de nature, mais d'une pratique ritualisée autour de lieux autant que possibles aménagés. « *Il a fallu mettre une grosse pierre pour barrer le chemin aux voitures car il y a 80 m à faire et la glacière est lourde !* » ajoute ce responsable, montrant bien qu'il ne s'agit en aucun cas de trouver « son » petit coin de nature : pique-niquer, c'est être dehors, c'est tout. Une façon peut-être plus simple pour organiser les grandes réunions de famille, plus pratique donc si l'on est à proximité des voitures, voire de la maison. A Melay par exemple c'est un terrain en centre-ville baptisé « la Charmille » qui sert aux pique-niques locaux : « *On est bien sous la Charmille s'il ne pleut pas. On aime autant que ce soit en plein air [la réunion de famille]. Il y a tout le monde qui s'évade* » nous dit une ouvrière retraitée. Cette charmille sert aussi à des pique-niques de quartier dont la fonction est de faire se rencontrer anciens et nouveaux habitants. De même les associations y organisent leurs propres pique-niques, occasion de resserrer les

liens entre membres. Le lieu est d'autant plus valorisé qu'il est porteur d'histoire, qu'il est même le centre identitaire du bourg avec la présence d'un « chêne aux martyrs » au centre de sa pelouse (le « champ des martyrs » à la Meilleraie est employé de la même manière). Le pique-nique est donc ici une pratique hautement socialisée et répondant à d'autres besoins que celui de simplement « prendre l'air ». Les élus cherchent d'ailleurs à offrir de tels lieux. Un maire nous explique ainsi : « *Le plan d'eau fédère les fêtes communales, c'est un lieu central. On y fait le feu d'artifice [...] On a essayé de planter des choses quand même : des chênes. On a construit un coin toilette, c'est un bâtiment couvert en tuiles qui s'inscrit bien dans le paysage vendéen [...] Les jeunes viennent aussi pour tirer sur autre chose que du tabac et boire de la bière* » et, ajoute-t-il : « *L'aménagement nous a donné quelques soucis, les tables et les bancs sont promenés par les jeunes, mais si on les attache, on ne peut plus les bouger en fonction de l'ombre. Beaucoup de choses ont été faites là autour de l'environnement, source de repos, de coins paisibles. On retrouve la convivialité dans un endroit bien aménagé. Tout est fait pour que les gens soient mieux* ».

La randonnée, pratique sociale par excellence

« *Avant je marchais beaucoup, on faisait le tour de l'exploitation le dimanche et en hiver par exemple, sur les parcelles les plus hautes, il ne se passait pas une semaine sans que je fasse deux ou trois fois le tour. Au moment de la chasse, j'avais mon fusil avec moi* » explique un agriculteur proche de la retraite. De fait les éleveurs de vaches à viande continuent d'arpenter leurs terres pour surveiller les bêtes, mais ils sont parmi les seuls à devoir marcher. En effet, les habitants de la campagne ne sont pas obligés de marcher autant que les citadins : la voiture est utilisée même pour les petites distances puisqu'on peut toujours se garer à proximité de l'endroit où l'on se rend. C'est bien parce que l'on se devient sédentaire que l'on éprouve le besoin de marcher : « *En campagne, les gens n'allaient pas se promener. Il y avait des bêtes dans les chemins. Ils n'avaient pas besoin de découvrir la campagne. Il y*

a quinze ans on faisait déjà des promenades, mais pas ceux dans l'agriculture qui marchaient assez. Pour se délasser, ils préféraient taper un carton au café » explique-t-on ainsi.

Les anciens font souvent état de l'époque d'avant la voiture et des grandes distances qu'il fallait parcourir à pied pour se rendre à l'école, au marché du bourg voisin, voire pour aller au bal, et d'un certain sentiment de liberté que cela leur donnait : *« A l'époque filles et garçons ne se mélangeaient pas. Les trajets, c'était des heures de liberté avec les filles »* remarque un habitant d'une petite commune. Mais l'on s'étonne aujourd'hui de ce qu'on était capable de faire : *« On allait chercher les pains de glace au bourg à 3 km et il fallait les ramener en tirant tout ça à la main »* ; *« Pour les premières réunions de la JAC, on n'hésitait pas à faire 10 km pour y participer »*.

Les temps ont bien changé. *« Elle n'aime pas parler donc elle ne marche pas »* nous affirme ainsi un interlocuteur en parlant de sa femme. C'est que la randonnée ne s'envisage pas de façon solitaire. Elle peut à la limite être pratiquée à deux, mais nous n'avons rencontré personne qui randonne seul, ne serait-ce que de temps en temps. Un jeune nous raconte qu'il aimait bien se promener, en regardant avec ses jumelles, mais que n'ayant plus personne pour partager ce plaisir, il a abandonné cette pratique. Plusieurs femmes nous ont dit avoir l'habitude de randonner avec une amie, *« pour se motiver »*, précisant aussi que c'était une excellente occasion d'échanger : *« J'ai une copine qui compte sur moi et moi sur elle »*. On marche donc par ce que c'est bon pour la santé et parce que cela donne du temps pour la conversation. Seul un couple nous a parlé de ce qu'ils voyaient de la nature en randonnant : *« On aime bien marcher dans la nature et tout ce qui est nature. On marche plutôt tous les deux parce qu'en groupe on n'a pas le temps de s'arrêter et de regarder. J'aime découvrir quand il y a des choses inattendues, des choses un peu en dehors. Je dis à mon mari « regarde ce qu'il y a là », on prend des photos et on regarde modestement »*. Ils sont au demeurant à la recherche d'activités tournées vers la nature, telle cette balade ornithologique qu'ils ont faite sur la Sèvre.

Presque toutes les personnes que nous avons rencontrées (et âgées de plus de 35-40 ans) nous ont cependant affirmé qu'elles pratiquaient la randonnée au moins de temps en temps. Un agriculteur dont un sentier de randonnée traverse la ferme nous fait cette remarque : « *La randonnée, c'est ce qui a remplacé la messe, c'est l'activité sociale du dimanche matin. Ça se pratique depuis une dizaine d'années, en groupe, il y a très peu de solitaires. Pour la randonnée du 1^{er} mai, il y a 900 à 1000 personnes* ». La fréquentation des chemins varie selon les moments : en grands groupes ou en couple le week-end (les enfants rechignant à marcher autant), en groupe d'amis pour les retraités et souvent par deux pour les femmes. Il ne s'agit donc pas d'observer la nature, encore moins de « communion avec la nature ». On marche parce que le message est passé qu'il faut un peu d'exercice physique pour être en bonne santé et que la randonnée permet de le faire tout en faisant autre chose, à savoir tisser des liens sociaux. La pratique s'est ainsi largement répandue depuis dix ans.

En aucun cas on ne cherche du « sauvage » et les remarques sont fréquentes sur l'état des sentiers. On les veut « propres », à savoir bien dégagés, surtout pas envahis par la végétation (y compris les hautes herbes), bien balisés (il ne s'agit pas de se perdre dans la nature et encore moins d'aventure). En plaisantant, un responsable associatif nous fait remarquer que les gens préféreraient que les sentiers soit bitumés : de fait, le dégoût pour la gadoue, pratiquement partagé par tous ici, fait qu'il n'est sans doute pas loin de la vérité. Il nous signale aussi que des retraités se sont proposés de fleurir un certain sentier de randonnée. Il y a là sans doute une subtile alchimie entre nature sauvage et domestique : le bitume apparaîtrait comme trop « policé », mais un gravillonnage des chemins serait sans doute bienvenu. Le marquage par des fleurs « domestiques » souligne aussi l'aspect sociable de la randonnée. Il ne s'agit pas là d'être dépaysé, de découvrir vraiment plantes ou animaux ; la randonnée est avant tout plaisir de la rencontre. D'autres activités peuvent même s'ajouter comme dans le cas des randonnées « à thème ». Ainsi d'une « randonnée de la solidarité » à laquelle participe une association de jeunes motivés par le commerce équitable : ils ont alors imaginé une animation

avec panneaux répartis le long du parcours. Un débat était aussi organisé sur le thème « *agriculture nord-sud : quel rôle dans la solidarité internationale ?* » et la journée se terminait par un concert (organisé par une autre association locale de jeunes). Une association qui s'occupe de l'environnement utilise aussi les sentiers de randonnée pour faire œuvre pédagogique : le sentier devient alors « sentier d'interprétation » avec des panneaux expliquant ce que sont l'arbre têtard, un fossé d'hydraulique agricole, etc... Des panneaux ont été faits à partir de témoignages d'anciens. Dans une autre commune, un groupe d'associations organise une randonnée de nuit : « *On part une fois la nuit tombée, le chemin est balisé par des chandelles et c'est égrainé d'animations et de stands buvette. On marche pendant une heure environ et les départs sont échelonnés par groupe... c'est énorme ! Et à la fin, on mange du bon cassoulet en boîte !* » raconte un jeune qui participe à l'opération, ajoutant, « *ça lisse les coins d'y participer [i.e. en tant qu'association de jeunes]* ». On voit bien en œuvre dans tous ces exemples la volonté de « sociabiliser » la marche à pied.

La randonnée s'est institutionnalisée en quelque sorte : alors qu'au tout début il s'agissait de découverte, à la charge donc de ceux qui l'entreprenaient, elle est aujourd'hui devenue activité reconnue « d'utilité publique » pourrait-on dire. En conséquence, ce qui pouvait être fait par des amateurs bénévoles comme un débroussaillage grossier, ne répond plus aux besoins. Tous les élus remarquent que la demande de sentiers de randonnée s'est affirmée depuis dix-quinze ans et que leurs administrés s'attendent aujourd'hui à marcher sur des sentiers bien entretenus. Ils remarquent aussi que les gens sont beaucoup plus dans un esprit de consommateurs : comme l'entretien des routes ou le fleurissement public, l'ouverture et l'entretien des sentiers relèvent désormais de la collectivité publique. Dans le même esprit, on utilise des guides qui sont établis en fonction du temps nécessaires, de la difficulté du trajet et qui mentionnent ce qu'il y a à voir : on part de moins en moins « à l'aventure ».

Il est à noter que la prise en charge publique des sentiers résout aussi la question du privé/public du chemin de balade : plusieurs personnes racontent qu'avant la vogue de la randonnée, les sentiers étant peu nombreux, il fallait s'aventurer entre les champs, ouvrir des barrières, se confronter aux bovins et

risquer une remarque de l'agriculteur concerné. Les chemins balisés et entretenus ont apporté la légitimité à la randonnée : il ne s'agit plus de pratiques subreptices où il fallait se faire le plus discret possible. Aujourd'hui, les sentiers sont bien devenus voies publiques, même si l'on nous fait parfois remarquer que leur tracé n'est pas toujours simple : « *Entre 89/95, il y a eu beaucoup de demandes de sentiers piétonniers, il aurait fallu les demander avant le remembrement* » nous fait-on remarquer. Les responsables disent aussi les embuches qui persistent à la réouverture de certains chemins : « *Quand on est sur le domaine public ça va, mais c'est quand on va sur le privé.. On m'a fait trois fois le coup des vaches dans la pâture...* ».

Une autre pratique se répand qui répond un peu aux mêmes besoins que la randonnée aujourd'hui. Il s'agit du VTT qui se pratique aussi en groupe et, peut-être plus souvent en famille. Encore plus que pour la randonnée, les amateurs de VTT réclament des pistes aménagées. Dans les Mauges, la plupart de ces pistes comportent une grande partie goudronnée. Toutefois l'ouverture de sentiers non goudronnés semble répondre plus à une injonction venant d'en haut (aménageurs, comité régional du tourisme...) qu'à un besoin de ceux qui les pratiquent : ce qu'ils veulent, eux, ce sont bien des chemins réservés au VTT, à l'abri des voitures et clairement publics. Au grand dam d'associations s'occupant d'environnement qui imaginent avec horreur « *des sentiers aussi larges qu'une nationale* » avec une voie pour les marcheurs, une pour les VTTistes, voire une autre pour les cavaliers, plus un espace réservé aux pêcheurs en bordure de rivière. La dichotomie existe clairement entre « défenseurs de l'environnement » et la majorité des habitants des Mauges à ce sujet, les premiers envisageant la randonnée comme une quête naturaliste, ce que les seconds ne recherchent quasiment jamais. D'autre part, la fréquentation plus intensive pour des fonctions différentes (marche, pêche, cheval...) de mêmes parcours désormais « dégagés » engendre facilement des conflits d'usage entre les différentes catégories de personnes qui les pratiquent.

Pêche et chasse

Pêche et chasse sont de la même manière des activités sociales. Activités masculines par excellence. S'il arrive aux uns et aux autres de pratiquer leur « sport » en solitaire, c'est toujours le regard de l'autre (pêcheur ou chasseur selon les cas) qui valorise l'activité. Et, le plus souvent, c'est la pratique en groupe qui motive pêcheurs comme chasseurs : il faut pouvoir échanger sur les prises, les montrer, s'échanger des astuces, comparer tel ou tel endroit. *« Il y a des gens qui vont pêcher à deux ou trois avec des copains ou des collègues de travail ; ils emmènent des sandwiches ; c'est une activité sociale, le prétexte pour se rencontrer, aller boire un verre après »* remarque un responsable d'une association de pêche. L'aspect social de la pêche culmine lors des concours. Celui de Melay, à l'occasion du Téléthon en est un exemple marquant : les « 24 heures de pêche » réunissent environ 250 pêcheurs dont l'objectif est de ramasser le plus de poissons possible. Organisé autour du plan d'eau, pour la facilité d'accès et la possibilité d'installer un chapiteau où se déroulent les animations, *« c'est la grosse fête à ne pas louper dans l'année »* nous dit un pêcheur qui fait partie des organisateurs. *« Il n'y a jamais de problèmes, à 6 heures du matin la sono repart, ça fait un mur d'enceintes »* ajoute-t-il, en précisant qu'ils servent jusqu'à mille repas à cette occasion.

En ce qui concerne la pêche, elle est bien souvent objet de transmission paternelle : presque tous les pêcheurs que nous avons rencontrés avaient commencé dans leur enfance en accompagnant leur père. Il y entre donc une dimension affective qui, en l'occurrence, ne concerne que les fils, les filles n'étant pas supposées suivre leur père dans cette activité.

Tout comme la randonnée, si la pêche est bien une activité de plein-air, elle n'est pas pour autant pratique de nature. C'est ce que sentent bien des animateurs d'une association s'occupant d'environnement qui soulignent amèrement : *« Les pêcheurs adorent le peuplier car le peuplier n'est pas chiant. Il pousse droit, on n'y coince pas ses gaules, il a un bruit de feuilles que les pêcheurs aiment bien, et quand on est dessous, on n'est pas gêné »*.

Si les pêcheurs remarquent que les cours d'eau sont moins poissonneux qu'avant, ils ne parlent pas pour autant spontanément de pollution des rivières.

Ils le vivent comme un changement d'époque, plutôt que comme quelque chose auquel il faudrait remédier, d'autant qu'ils pêchent pour beaucoup en étangs qui font l'objet de repeuplement. Seul un responsable local de la pêche, de surcroît conseiller chargé de l'environnement dans sa commune, nous a parlé de l'état catastrophique des rivières. Il confirme par ailleurs le goût des pêcheurs pour les coins de pêche aménagés : le plaisir ne consiste pas à crapahuter à travers coteaux et talus, mais à se retrouver dans un coin abordable et calme, plus préoccupé par sa ligne que par la nature environnante. Au demeurant aucun des pêcheurs que nous avons rencontrés ne nous ont fait de quelque manière que ce soit de descriptions des végétaux ou des animaux, si ce n'est des ragondins qui « *pourrissent* » les berges et transmettraient des maladies. Ils notent aussi la disparition des herbiers, le manque d'entretien des coteaux, mais seul un pêcheur nous tient un discours un peu nostalgique : « *A cette époque là [quand il était enfant], les berges étaient entretenues, il y avait plus de poisson. Il y avait du monde jusqu'à cinquante ou soixante personnes le dimanche matin. L'après-midi on jouait aux cartes, c'était une autre vie, ça a commencé à se gâter avec la télé et les voitures. Le bourg était rempli de chaises pour prendre le frais et boire un coup* ».

Il semble qu'il y ait une séparation sociale entre pêcheurs et chasseurs. Les premiers appartenant plutôt au monde ouvrier, tandis que les seconds viennent en plus grand nombre de l'agriculture. Des raisons bien concrètes peuvent l'expliquer, il faut en effet avoir accès à des terres, accès que les ouvriers ou employés n'ont pas. Plusieurs d'entre eux nous ont ainsi fait remarquer que la chasse coûtait trop cher pour eux et n'était donc pas accessible.

La chasse est le plus souvent aussi une pratique sociale. On y va « *pour un contact avec la nature et aussi pour une bonne partie de rigolade* » comme nous le dit un chasseur assidu, « *on ne tue pas tout le temps. On travaille avec les chiens, c'est une ambiance* ». L'impression des chasseurs est aussi que cette activité permet de transgresser les barrières sociales. Un employé de la fédération départementale de chasse relève ainsi que son groupe de chasse comprend un châtelain : « *Quand on chasse, on est tous égaux* » affirme-t-il « *il*

y a tous les milieux qui se présentent à la chasse : ouvriers, patrons, haute bourgeoisie, tout est remis à plat », pour nous préciser ensuite que le châtelain les tutoie tandis qu'eux-mêmes le vouvoient ! La chasse comme la pêche ou les randonnées donne l'occasion de fêtes où se réunissent famille et amis : *« Quand le groupement d'Izernay a tué une biche, ils font un bal et on mange tous ensemble »* nous raconte un chasseur.

Somme toute, il n'existe guère ici de pratiques individuelles, voire individualistes de la nature. Tout se passe comme s'il fallait à un moment ou un autre partager avec la communauté toutes ses activités, y compris ses activités de loisir. La seule pratique vraiment individuelle dont on nous a parlé est le braconnage, soit typiquement une activité illégale sinon illégitime (un agriculteur nous signale ainsi comment il voit les traces laissées par un voisin qui braconne sur ses terres, d'ailleurs plutôt à son amusement). Mais dans la plupart des cas, les pratiques de plein air servent, pour beaucoup, à entretenir le lien social, raison pour laquelle sans doute, une nature aménagée répond mieux aux besoins.

Les enfants en vadrouille

Il est aujourd'hui entendu que les enfants ont besoin de s'aérer. Pique-niques et promenades en sont l'occasion, mais essentiellement sous la surveillance des adultes. Les pratiques ont ici bien changées depuis une trentaine d'années. Un jeune animateur nous raconte ainsi : *« Etant gamin, j'étais enfant de chœur. A cette époque, on allait chercher les œufs de pâques et on arpentait tout le territoire de la commune pour faire le tour des fermes »*, une pratique qui existait depuis bien longtemps et que la plupart des anciens ont aussi connue : *« ça faisait un sacré bout, mais on allait récolter des œufs qu'on revendait sur le marché de Chemillé. On était motivés parce que c'était le seul argent de poche qu'on avait. C'était le pourboire aux enfants de chœur en quelque sorte. On faisait aussi la tournée des conscrits, ce qui faisait qu'on connaissait tous bien le territoire de la commune, qu'on connaissait aussi ceux qui n'étaient pas du bourg »*. Un ancien agriculteur raconte aussi : *« Les enfants*

couraient tous les fossés pour cueillir toutes sortes de choses : des mûres, des fleurs pour la fête-dieu, la camomille, les champignons, le sureau et tout ce qui valait quelques sous. L'argent de poche gratuit, ça n'existait pas à cette époque ». D'autres anciens précisent : « *Au village, les enfants jouaient ensemble. Ils se rassemblaient au bois, ils allaient aux nids, ils déchiraient le pantalon. Et la camomille, c'était un plaisir d'y aller, les sous c'était de l'argent de poche... Pour les nids, c'était plus pour dévaster, c'était plus un amusement. Les enfants, ils allaient aussi ramasser les doryphores sur les patates. Ils étaient beaucoup dehors* » ; « *On allait au foin et aux betteraves. On allait faucher les fossés pour donner à manger aux animaux* » « *Les enfants ramassaient la camomille et le pissenlit pour se payer le permis. Maintenant les enfants ont l'argent de poche pour rien* ». Et c'est à cette occasion que s'acquéraient les connaissances concernant les animaux et les plantes.

Tous nos interlocuteurs ont bien le sentiment d'une liberté plus grande pour les enfants d'alors comparés à ceux d'aujourd'hui : « *Là où il y a le parking, c'était un pré où on s'amusait. On se retrouvait partout, il n'y avait pas de voiture pour nous gêner. Maintenant, il est interdit de jouer au ballon car ça va casser une fleur !* ». L'esprit sécuritaire contemporain a eu raison de ces pratiques champêtres et si quelques enfants jouent encore ensemble dehors en centre-ville, malgré l'opprobre dominante (« *La rue, ça n'est pas fait pour jouer* » nous ont fait remarquer plusieurs élus), ils n'arparent plus la campagne sauf à être sous la houlette d'un parent ou d'un animateur. La découverte de la nature est donc beaucoup plus épisodique et elle a pratiquement totalement perdu son aspect utilitaire (à l'exception peut-être du ramassage des mûres). Les adultes ont eux-même largement abandonné la cueillette. Seule une institutrice à la retraite nous en a parlé et plutôt pour en souligner la difficulté : « *Les champignons, je n'ai pas un mari qui y va comme ça, si on lui permet oui, sinon il n'y va pas. S'il y a des bêtes, il faut faire attention, il y a des gens qui n'hésitent pas : c'est couru le champignon, mais pas forcément par des gens d'ici* ».

Du temps où la collecte se faisait, l'apprentissage de la nature était quasi obligatoire. Il fallait savoir distinguer les plantes ; au passage, on pouvait

observer les animaux des talus, les oiseaux que l'on visait au lance-pierre, etc... Aujourd'hui cet apprentissage ne se fait plus guère « naturellement » (i.e. par transmission entre pairs). Il se fait éventuellement par la médiation d'institutions comme les centres aérés, voire par les « travaux pratiques » scolaires : ces vingt dernières années, l'essentiel des connaissances naturalistes s'est fait ainsi de façon organisée avec, en toile de fond, un discours pédagogique qui semble aux jeunes de plus en plus rébarbatif. Un responsable associatif souligne ce fait et constate que les enfants d'aujourd'hui rechignent de plus en plus à ce type d'activité : « *Ils saturent déjà avec ce qu'on leur apprend à l'école et préfèrent d'autres activités que le plein-air* » - à l'exception des sports toujours bien représentés comme le basket ou le foot. Mais internet, jeux vidéos, musique ont remplacé largement les jeux de piste ou les balades sur des sentiers d'interprétation qui avaient pris le relais des vadrouilles en liberté des plus âgés. Les enfants se sont en quelque sorte domestiqués... Leur place n'est plus dehors.

Fleurs privées, fleurs publiques

Le jardinage du potager ou du jardin d'agrément est sans doute l'activité de plein air la plus pratiquée. Presque tous les gens que nous avons rencontrés cultivent leurs légumes : « *A quoi bon habiter à la campagne si tu ne peux pas faire ton jardin* » commente l'un de nos interlocuteurs. Seuls les jeunes agriculteurs semblent prêts à abandonner cette pratique qui leur semble prendre trop de temps.

Les jardins nous apprennent aussi des choses qui, encore une fois, renvoient à la pratique sociale.

Tout d'abord la division du travail au jardin est fortement sexuée : le potager, la pelouse à tondre et la haie à tailler pour les hommes, les fleurs pour les femmes ; nous n'avons pas rencontré d'exception à ce schéma. Les arbres sont aussi à classer du côté des hommes.

Les potagers placés généralement à l'arrière des maisons ne se donnent guère à voir. Toutefois, les légumes produits font bien souvent l'objet

d'échange : on donne aux enfants ou aux voisins le surplus qu'il ne manque jamais d'y avoir. Potager doit, semble-t-il rimer avec abondance ; l'aspect économique est d'ailleurs souvent mis en avant : ce qui est produit soi-même sera autant de dépenses à faire en moins au supermarché. Ce n'est généralement qu'en second lieu qu'on nous parle de l'aspect « santé » ou gustatif des légumes auto-produits comparés à ceux produits industriellement. L'important reste toutefois de produire de beaux et gros légumes : le taché, irrégulier ou de petite taille est disqualifié et l'on se plaint à signaler ce qui a beaucoup « donné ».

De façon un peu étonnante, on remarque que la transmission des connaissances potagères se fait peu ou mal : ainsi, confondant un peu notre mission, des personnes qui nous faisaient visiter leur potager nous ont très fréquemment demandé des conseils, sur le traitement en particulier ou sur telle ou telle plante qui ne « donnait » pas assez. Il semble que l'on pratique par tâtonnement, et beaucoup en fonction des conseils donnés par d'autres jardiniers. Un vieux monsieur, ouvrier à la retraite nous raconte ainsi qu'un voisin lui avait conseillé de mettre un peu de goudron en haut de son cerisier pour en chasser les oiseaux, ce qu'il a fait, « *mais il avait dû se fichier de moi, parce que il n'y a pas eu d'oiseau mais les cerises étaient immangeables, elles avaient goût d'essence* ».

Le désherbage est un problème récurrent chez les jardiniers : ici aussi, on peut remarquer que c'est une préoccupation masculine (l'homme étant en charge des chemins du jardin comme de l'extérieur de la maison). On se plaint systématiquement des mauvaises herbes dans le jardin et le recours aux désherbants, dans la grande majorité, ne pose pas problème. Lorsque nous demandions comment était fait le désherbage, « *Round up* » était la réponse de toute évidence. Nous avons même rencontré un couple d'agriculteurs-bio qui désherbaient ainsi leur jardin. Seules quelques personnes, écologistes déclarés et même militants, se préoccupent de l'aspect « santé » de leur production et suppriment, au du moins diminuent, l'emploi de pesticides et engrais chimique, mais pour la plupart de nos interlocuteurs, « légume sain » est simplement confondu avec artisanal comme opposé à industriel ; les semences sont

pourtant les mêmes, ainsi que, dans une large mesure, les traitements pratiqués. Et nous retrouvons ici ce que Françoise Dubost décrit ainsi « *Tant qu'il s'agit de planter, de faire pousser ou de produire, les jardiniers continuent d'ignorer la distinction de l'utile et de l'agréable. Le plus beau chou reste le mieux venu, le plus gros et le meilleur au goût. Le plaisir de la vue est indissociable du plaisir de la dégustation* »⁹ L'ignorance de techniques plus « douces » y est sans doute pour quelque chose comme semble le montrer les tâtonnements toujours en œuvre dans ce jardinage. Mais peut-être le plaisir vient-il aussi en partie de la « surprise » du jardinier à voir telle ou telle plante « donner » ou au contraire « ne pas donner ». La diversification des légumes dans les potagers y est sans doute aussi pour quelque chose : « *Dans le temps, les gens ne mangeaient pas très varié, ils mangeaient les choses de saison, haricots secs, carottes, poireaux, pommes de terre* » nous rappelle une vieille dame.

Ce sont essentiellement les femmes qui s'occupent des fleurs. Nos interlocuteurs les plus âgés remarquent que le fleurissement des jardins, et plus précisément du devant de la maison, est une pratique relativement récente : « *Quand j'étais petite, il n'y avait pas beaucoup de fleurs, juste le jour de l'anniversaire. On n'avait juste des rosiers et des hortensias, mais ils étaient dans le potager et pas devant la maison* ». De façon symptomatique, nos questions à propos du fleurissement inspire à cette femme cette autre remarque : « *Avant on n'avait pas de plantes d'intérieur, on faisait des bouquets. Maintenant vous ne pouvez pas aller quelque part sans emmener quelque chose. Après les gens se sentent obligés de refaire pareil et c'est une chaîne... Avant si on allait voir un bébé, on tricotait la chose* ». C'est que les fleurs et le fleurissement entrent aussi dans un jeu social.

Pendant longtemps, les fleurs étaient associées aux fêtes, et plus particulièrement aux fêtes religieuses ; la fête-dieu est ainsi dans toutes les mémoires des personnes de soixante ans et plus : « *C'était un jour de fête, pas que religieux... C'était convivial, on travaillait sous le soleil. Chacun faisait son dessin devant chez lui. C'était à celui qui aurait fait les plus beaux. On allait*

⁹ Françoise Dubost. 1984, *Les jardins ordinaires*, Paris, L'Harmattan, p. 150.

chercher dans les prés les marguerites, les pâquerettes et les genêts et on prenait aussi des roses si on en avait chez soi. Les gens des fermes venaient aussi pour le reposoir et fournissaient aussi des fleurs. On commençait le samedi soir pour finir le dimanche matin. Je n'en ai pas connu qui faisaient les zouaves, mais c'était la petite limite... C'était une des grandes fêtes de retrouvailles, même ceux qui n'allaient pas à l'église participaient ».

Mais aujourd'hui, on a du mal à concevoir une maison sans un minimum fleurs pour en égayer la façade : cela montre un investissement dans sa propre maison. En effet, de façon très significative, on remarque que les pavillons locatifs sociaux ne sont jamais -ou presque pas- fleuris : la pelouse nue en façade, moyennement entretenue, en est une signature. Il semble donc qu'il faille se sentir chez soi pour entreprendre un fleurissement qui parachève la maison en quelque sorte. Il est à noter que dans les nouveaux lotissements, la « végétalisation » est prévue : la norme étant aujourd'hui que le lotisseur impose un cahier des charges prévoyant jusqu'aux espèces de la clôture végétale (le plus souvent ici des haies « florifères » qui sont parfois doublée sur l'intérieur de la propriété d'une haie dont la fonction de paravent soit plus efficace, telle une plantation de thuyas).

Quelques femmes sont expertes dans le fleurissement, qui citent d'ailleurs souvent une transmission maternelle (« *Ma mère savait y faire avec les fleurs. La châtelaine passait souvent pour la féliciter. Elle avait toujours des fleurs magnifiques* »). La « main verte » est souvent vue comme héréditaire. Les jardinières chevronnées sont à même de « bricoler » : elles savent faire les semis, transplanter, bouturer... L'une de leur fierté est au demeurant de n'avoir pas ou peu à acheter de plants, car outre le savoir-faire, cela renvoie à une préoccupation budgétaire. Mais la majorité des femmes ont recours aux jardineries, ce qui se repère à la relative uniformité des espèces d'un jardin à l'autre et aux modes qui suivent les nouveaux produits offerts par ces jardineries.

Dans tous les cas, le fleurissement doit ici être bien ordonné : il ne s'agit pas de « se faire envahir », ni « de faire fouillis ». Les jardins trop exubérants ne sont pas appréciés : il signe une sorte de manque de modération de leur

propriétaire et donc un défaut. Il faut fleurir où il faut et comme il faut : un minimum mais pas trop. Puisque le fleurissement est une manière de se donner à voir, le regard de l'autre est important ; on ne saurait donc faire n'importe quoi, s'écarter trop de la norme sous peine d'être mal jugé. Et pour le jardinage, la comparaison est de mise : on commente le fleurissement de telle maison d'une année sur l'autre, on énonce les voisins qui ont un beau jardin ou ceux chez qui « *on ne se fatigue pas beaucoup* ». L'aspect communautaire du fleurissement apparaît aussi lorsque l'on nous signale que telle ou telle personne fait beaucoup pour égayer la rue ou, au contraire, que telle autre n'entretenant pas assez le devant de sa maison l'enlaidit. Il y a donc du plaisir à fleurir son jardin mais aussi une certaine forme de contrainte : il y a un minimum en deçà duquel il n'est pas bon d'aller. Les élus reprennent d'ailleurs à leur compte cette tendance en remarquant qui contribue à l'embellissement de la commune grâce à son jardin : les concours de maisons fleuries sont faits dans cet esprit et s'ils n'ont pas l'importance qu'ils peuvent avoir en d'autres régions comme en Alsace par exemple, il existe néanmoins sur les Mauges et, dans un village, tout le monde sait qui l'a remporté.¹⁰

Ce glissement du privé au public peut finir par se faire très officiellement : ainsi de ce monsieur –l'un des rares que nous avons rencontrés qui s'occupe des fleurs- qui pendant des années a fleuri de géraniums la cour qu'il partage avec quelques voisins. Il a aussi créé un petit massif au milieu de la cour et planté un tulipier. Après quelques années, c'est le service municipal qui a repris à son compte l'entretien de ce massif, signant ainsi le caractère communautaire de l'entreprise.

On remarquera au demeurant que plus aucune commune n'échappe au fleurissement. Celui-ci est aujourd'hui devenu la norme. Ainsi que le remarque un maire : « *Il y a une génération, les gens, les ruraux, les agriculteurs auraient dit c'est inutile. [Aujourd'hui], les ruraux et les gens de l'agglomération sont fiers de leur village. On montre le village aux amis qui viennent* » ou encore : « *On s'en fait notre image, ça plus les décors de Noël. C'est moi qui ai commencé.*

¹⁰ Pour plus de détail sur l'histoire du fleurissement, voir Martine Bergues, 2004, « Dire avec des fleurs ; manières de jardins et modèles de cultures », in *Le goût des belles choses*, sous la dir. de Véronique Nahoun-Grappe et Odile Vincent, Paris, MSH, coll. « Ethnologie de la France », p. 67-81.

L'ancien maire n'avait aucune sensibilité pour ça. [...] C'est la commission environnement qui se charge du fleurissement. En 89, ça dépendait encore de la voirie, mais à mon deuxième mandat en 95, le mot environnement est arrivé » ; « Il y a une commission fleurs qui précède l'investissement de la commune dans l'environnement et le fleurissement. Il y a le budget fleurs et le budget pelouse ».

On peut sans trop s'avancer affirmer que le modèle urbain a pris le dessus ou, tout au moins, le modèle porté par le tourisme urbain. Ainsi cette remarque d'une femme qui se rend souvent au Pays Basque et nous a, à plusieurs reprises, dit comment les villages là-bas étaient jolis, propres et « faits pour le touriste », se plaignant des abords de sa commune, avec en particulier une ferme qui laisse à voir son tas de fumier, elle ajoute : « *Ici on n'a pas encore assez de fierté et on ne sait pas se présenter pour les étrangers, mais quand même on fleurit un peu maintenant. Ce n'est pas bien de ne pas se présenter bien pour les autres* ».

Cette phrase d'un agriculteur retraité marque bien le passage au jardinage de décoration : « *En 64, à mon mariage, on avait quelques mètres carrés de pelouse et pas de massifs, le barbecue est arrivé encore après. La pelouse n'était pas répandue chez les privés. C'était du luxe, il y a trente ou quarante ans. En 76, j'avais une belle haie de thuyas dont ma mère était fière : une allée de château. Je l'ai arraché depuis pour mettre des arbustes florissants, une haie florifère. Tout le monde a fait ce parcours. Ceux de ma génération ont déjà changé tous leurs arbres pour la retraite* ». Un technicien dans la cinquantaine précise aussi : « *Il y a de plus en plus de gens qui sortent du thuya pour planter diverses espèces* ».

Il existe ainsi des modes qui commencent souvent en milieu urbain avant de se retrouver quelques années plus tard en milieu rural. L'emprise croissante des jardinerie tend pourtant à standardiser les espèces choisies sur l'ensemble du territoire. Hormis les fleurs et arbustes les plus courants (géranium, pensée, tulipe, rose, œillets d'Inde, thuya, rhododendron...), peu de personnes connaissent le nom de ce qu'ils plantent dans leur jardin d'agrément. On remarque en particulier qu'ils ne savent pas nommer les plantes les plus

récemment arrivées, c'est à dire celles achetées en jardinerie et qui n'ont donc pas fait l'objet d'échange ou de discussion avec des voisins ou amis : si quelqu'un fait un compliment sur telle ou telle fleur, on se contentera de lui dire où se fournir. Il ne semble pas qu'il y ait beaucoup d'échanges de bouture de ces plantes dont, en quelque sorte, on ne connaît pas les « mœurs ». On remarquera aussi que les fleurs plantées aujourd'hui, contrairement à ce qui se faisait dans le passé, ne sont pas envisagées comme fleurs à couper, comme fleurs à bouquets : ce qui importe, c'est moins la fleur en elle-même que l'effet qu'elle fait dans le jardin. Les fleurs, mêlés aux arbustes sont bien conçues comme un décor dont nos interlocuteurs nous signalent qu'il change au fur et à mesure des saisons. La succession des fleurs au jardin montre ainsi le temps qui passe, au moins autant que la succession des légumes. On peut sans doute y voir aussi une influence du fleurissement des bourgs dont l'usage est qu'il soit renouvelé à chaque nouvelle saison.

La haie aujourd'hui : nouveaux usages ?

Tous les agriculteurs des Mauges sont largement au courant de la nouvelle idéologie dominante concernant l'utilité de la haie : le subventionnement de la replantation est là pour le rappeler. Au demeurant lorsque nous annonçons le sujet de notre étude (l'environnement et la nature), les agriculteurs que nous avons rencontrés embrayaient systématiquement sur la haie, avec le plus souvent un propos un peu ambigu : aucun ne rejetait franchement la haie, mais le discours était un peu contraint ; en quelque sorte, dans l'idéal c'est bien, mais dans la réalité elle est nettement moins désirable. Ce sont d'ailleurs des non-agriculteurs qui songent encore en terme de bocage, ainsi d'un animateur dans la cinquantaine qui se sent encore en pays de bocage lorsqu'il déclare « *Je viens d'un autre pays de bocage, mais je me sens bien ici comme dans n'importe quel pays de bocage* ». Un jeune militant dans une association s'occupant d'environnement et qui a comme projet professionnel de monter un jour une ferme pédagogique, s'intéresse suffisamment au bocage pour être allé suivre une formation de plessage. Nous avons aussi rencontré un éleveur de la

Confédération qui s'est fait installer un système de chauffage central au bois, technique qu'il décrit comme « *écologiquement* » correct et qui ajoute : « *Se chauffer au bois, c'est du boulot, mais c'est un choix de départ d'où les haies. Pourquoi aller chercher de l'énergie en Arabie alors qu'on en a ici ! C'est plus dans la cohérence que dans l'économie* ». Mais à part ces deux exemples, très peu de nos interlocuteurs sont à même de décliner les avantages du bocage ou, s'ils en sont capables, ont tendance à être sceptiques. La haie revient ainsi dans tous nos entretiens avec les agriculteurs, mais le plus souvent de façon très superficielle (peut-être motivée aussi par le fait que nous annonçons travailler pour le Carrefour des Mauges, ressenti comme « pro-haie » ?). Il est à remarquer que les non-agriculteurs sont assez absents de ce débat : rares sont ceux qui abordent spontanément la question du bocage et si nous les questionnons à ce sujet, ils n'ont guère de commentaires à en faire.

« *La première dynamique ne vient pas des agriculteurs, mais plutôt des écologes, c'est le salon du bocage qui a fait avancer les agriculteurs. Ceux qui étaient contre le voyaient comme un retour en arrière, n'en voyaient pas l'utilité car ils s'étaient développés par l'arrachage des haies. Ce qui a fait avancer c'est le côté esthétique, on a caché des bâtiments, on a mis une pelouse autour de la maison pour que ce soit beau. Après le côté utilitaire, c'était pour les bêtes quand il vente et qu'il pleut. L'appui technique a été fait par Mission Bocage et pas par des anciens agriculteurs* » nous dit un élu.

Un agriculteur plus concerné nous explique ainsi : « *Le paysage s'est énormément détérioré autour de chez nous. Encore récemment, les agriculteurs prenant possession d'un champ arrachent les haies. Les champs s'agrandissent de plus en plus. J'ai replanté moi-même des bouts de haies avant de connaître Mission Bocage. C'est intuitif pour quelqu'un de la nature. Il y a deux ans, j'ai fait appel à Mission Bocage, mais je n'ai pas voulu utiliser le paillage plastique, il faut désherber : c'est des bouffe-temps et ça ne rapporte pas sauf à travers le CTE : il y a du boulot, une reconnaissance* ».

Un adjoint nous parle de Horizon Bocage avec qui ils ont travaillé sur leur commune, mais dit-il : « *Les agriculteurs ont fait des replantations sous le forcing de la commune. Il y a eu un gros travail sur les chemins pédestres. A la*

« *Petite Brosse* » on a refait 3-400 mètres de haies en partenariat avec *Mission Bocage ou Horizon Bocage* ».

Un élu agriculteur de cette même commune a lui-même replanté des haies là où il en avait arraché : « *On a trouvé des moyens maintenant, on ne fait plus ça comme avant. On ne se servait pas du broyeur. Mes successeurs en replanteront, je pense* ». Il dit en avoir replanté comme brise-vent et cite Dominique Soltner dont les arguments l'ont touché (la femme de Dominique Soltner viendrait de la commune en question et il nous a souvent été nommé ici). On nous cite deux anciens agriculteurs qui ont « *fait fonction d'ambassadeurs* » pour la haie et « *qui sont encore capables d'aller plessier et de trouver ça joli* ».

Un employé de la DRT remarque : « *Les élevages extensifs conservent les haies, alors que les ¾ des laitiers ont juste conservé les haies autour des bâtiments. Avec les grosses chaleurs, il y a eu des pertes d'animaux à cause du manque de haies. Il manque d'arbres sur les grandes parcelles* ». Il ajoute que son père et son grand-père avaient arraché des haies « *parce qu'avec le matériel qui était arrivé les champs étaient trop petits avec l'ensileuse qui était trop grande* » et, ajoute-t-il, « *on suivait la politique agricole du rendement et de la parcelle bien au carré* ».

Plusieurs éleveurs reprennent cet argument du confort animal : « *J'ai arraché des haies mais j'en aurais bien replanté si étais plus jeune pour mettre les animaux à l'abri du vent et du froid... Il y en a qui ont perdu des bêtes pendant la canicule, ils n'avaient que des fils électriques pour faire de l'ombre aux bêtes* ». Un employé de la DRT remarque aussi : « *A X, quand on coupait les haies de façon différente (pas au carré), des personnes venaient me trouver et disaient : laisse la haie pousser car j'ai des bêtes, ça m'arrange et d'autres : il faut la rabattre, ça, on n'accepte pas* ».

Seul un maire nous signale un aspect plus « structurel » du bocage en disant que, dans sa commune « *sur le coteau, ils n'ont pas arraché à cause de l'érosion* », mais précise-t-il, « *Les haies toutes biscornues ont été remplacées par des haies rectilignes pour les conditions de travail et les machines* ».

On le voit, l'argument principal en faveur de « la haie » est le confort des animaux, il s'agit de les mettre à l'abri : c'est un argument que reprennent en particulier les éleveurs de bovins à viande qui décrivent souvent les régions d'openfield comme peu propices aux animaux (y compris des régions pourtant connues pour l'élevage telle l'Auvergne), sous-entendant implicitement qu'ils se sentent encore en pays de bocage (au grand dam d'associations prescriptrices qui n'y voient qu'un simulacre). La haie ne fait plus système (et, nous l'avons vu au soulagement de presque tous ici), mais elle apparaît comme utile ponctuellement.

C'est donc aujourd'hui son aspect « ombre » (une catégorie ici très importante) qui est retenue comme utile, ainsi que son aspect « rideau » dans les cas, nombreux, où elle sert à cacher quelque chose : le plus souvent des bâtiments d'exploitation jugés trop laids. Elle a d'autre part des fonctions paysagères nouvelles, une fonction de décoration en quelque sorte. En sont un exemple les chemins de randonnée ou encore ces personnes qui plantent une haie pour séparer leur terrain d'un lotissement qui se construit ou pour cacher à leur vue une partie de paysage indésirable.

Cette nouvelle fonction de décoration de la haie –coupée d'un système traditionnel- s'accompagne d'un choix différent des espèces puisqu'il s'agit alors de « faire beau ». Tel élu nous dit qu'il veut dans sa commune « *redonner l'esprit du pays en plantant des haies, puisque c'est l'image du pays, son identité* » et nous cite en exemple « *les haies florifères superbes* » qui ont été plantées autour d'un nouveau lotissement. Le discours des associations qui visent à la réhabilitation du bocage a été repris, en particulier par les élus comme marqueur identitaire à mettre en valeur, avec l'artificialité que cela suppose. D'une certaine manière, on serait plus prêt à planter des haies autour de la mairie ou sur des ronds-points à l'entrée de la commune qu'autour des champs : elles deviennent alors éléments du décor rural comme peut l'être l'olivier dans le sud par exemple. Des entreprises industrielles s'approprient aussi cette fonction rideau de la haie.

Pour les agriculteurs, c'est le mauvais souvenir des haies d'antan qui prévaut. Les principaux aspects étant tout d'abord le temps passé à quelque

chose qu'il faut sans cesse recommencer (sans fonction première de production à la différence des champs), la pénibilité de ce travail manuel qui a fortement été intégrée par les récits des anciens et la crainte de l'envahissement. Si « l'esthétique » de la haie est largement reconnue, l'esthétique du bocage est loin de faire consensus, ainsi que nous l'avons vu plus haut, ce que n'ont pas forcément réalisé les associations s'occupant du bocage. En témoigne cette anecdote : un animateur d'une telle association nous montre une photo qui lui semble très parlante : on y voit un champ immense sans rien pour arrêter la vue, sur le talus duquel est planté un panneau syndical annonçant « *paysan=paysage* ». Pour cet animateur l'image parle d'elle-même : l'image « ne fait pas paysage ». Or elle ne nous semble pourtant pas faire sens pour la moyenne des agriculteurs d'ici qui ont, au contraire, un goût certain pour de larges champs « bien entretenus » qui laissent la vue dégagée.

L'argument économique (y compris au travers des subventions) ne nous paraît pas de nature à renverser la situation. Le retour à un paysage « fermé » serait plutôt une crainte avec tout ce à quoi cela renvoie dont on a eu bien du mal à se débarrasser.

En 1967, un agronome remarque : « [L'enclos] est long et fastidieux à entretenir et à élaguer pour éviter qu'il n'envahisse une trop large surface. Il maintient l'humidité sur les chemins, gêne l'écoulement des eaux des champs, retarde trop la fonte des neiges. Il abrite des animaux nuisibles, ennemis de la culture, et sert de réserve aux graines de mauvaises herbes. Aujourd'hui, il gêne la visibilité ».¹¹ Si ce discours semble déjà bien daté, il est encore pour partie valide dans l'esprit de nos interlocuteurs agriculteurs. On y retrouve tout ce qui fait horreur ici (le « grim pant », le « rampant », la gadoue, les nuisibles, la mauvaise herbe...). Autant d'éléments qui ne sont pas anodins et qui ne peuvent être remis en cause légèrement.

Enfin, l'argument du temps n'est pas à balayer trop facilement. La plupart des agriculteurs, des jeunes en particulier, se sentent trop pris par leur travail, en particulier en comparaison avec leurs connaissances non-agriculteurs. Tout surcroît de travail est donc mal vu, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un travail

¹¹ A. Meynier, 1967. *Les paysages agraires*, Paris, Armand Colin.

culturellement dévalorisé. Du travail supplémentaire peut être envisagé s'il apporte quelque chose auquel on tient : c'était par exemple le cas des éleveurs d'EBC lorsqu'ils se sont lancés dans la vente directe ; c'est que les éleveurs avaient soif de reconnaissance à travers la relation avec leurs clients. Dans le cas de la haie, on ne voit pas ce qui pourrait pareillement les motiver. On peut donc penser qu'il faudrait que la haie devienne vraiment rentable pour qu'elle puisse retrouver valeur aux yeux des jeunes agriculteurs : une valeur économique peut-être, une valeur sociale plus certainement.

Il semble que ce soit le cas dans la plupart des pays anciennement bocagers. Dans un article intitulé « *l'échec des replantations de haies bocagères en Ille-et-Villaine* », Samuel Perrichon, fait la même analyse et conclue de façon assez radicale : « *C'est pourquoi –à moins que les agriculteurs ne deviennent demain des jardiniers du paysage- il est totalement utopique d'imaginer ici une quelconque reconstruction du bocage* »¹².

« **Propre en ordre** »

Nous reprenons ici le titre d'un ouvrage de Geneviève Heller¹³ à propos de la Suisse, mais qui nous semble aussi très pertinent dans le cas des Mauges. Le « propre » est en effet une catégorie récurrente qu'il s'agisse des champs, des haies, de l'abord des fermes et, bien sûr, des jardins.

Une seule personne parmi toutes celles que nous avons rencontrées, un agriculteur (en agriculture « traditionnelle ») se moque de voir pousser l'herbe de la pelouse de son jardin : « *On tond trois fois l'année après l'hiver. Tu me vois le samedi sortir la tondeuse, j'aurais l'air d'un con !* ». Pour tous les autres, une pelouse, « *cela s'entretient* ». Parlant de bas-côtés, un employé de la DRT prend d'ailleurs cette comparaison : « *C'est comme chez vous, si vous semez tout de suite, c'est le gazon qui l'emporte, sinon des chénopodes, un tas d'herbe dégueulasse, des herbes sauvages, des mauvaises herbes poussées hautes comme ça...* » (on remarquera que même prônant un usage raisonné

¹² Samuel Perrichon, 2003, « L'échec de replantation de haies bocagères dans les communes remembrées d'Ille-et-Vilaine », *Courrier de l'environnement de l'INRA*, p. 53-60.

¹³ Geneviève Heller, 1979, *Propre en ordre, habitation et vie domestique 1850-1930, l'exemple vaudois*, Lausanne, Edition d'en bas, coll. « Histoire populaire ».

des pesticides, il ne remet pas en cause les catégories habituelles –mauvaises herbes, bonne herbe-). Un maire nous dit : « *Les pelouses doivent être entretenues pour être propres, sinon il y a des mauvaises herbes, des chardons qui poussent* ». Un agriculteur lors d'un débat sur l'environnement avec des jeunes s'exclame : « *Les agriculteurs, ce sont quand même eux qui entretiennent le mieux en nettoyant toutes les plantes sauvages qui sont nuisibles. Et quand il faut entretenir des surfaces, ce sont quand même les agriculteurs qui le font [...] Une nature comme la nôtre, elle est belle quand elle est entretenue et avec des bovins. La nature s'équilibre tout à fait, mais si on ne fait rien il y a des ronces partout... les déjections des oiseaux font qu'il y a des ronces partout* ».

La « mauvaise herbe » est unanimement condamnée et doit donc être éradiquée : la « domestication » de la nature est ici sans cesse en œuvre, dans ce qui apparaît comme un « nettoyage » nécessaire. La mauvaise herbe est sale et elle montre la négligence du jardinier, simple particulier ou employé municipal (nous y reviendrons). Admettre de la mauvaise herbe est bien senti comme un renoncement à ce qui « doit » être fait : il ne s'agit pas ici de goûts et de couleurs, mais d'une valeur que tout le monde est supposée partager : ne pas désherber, surtout en agglomération, c'est véritablement perturber l'ordre social en bousculant la norme. Au point que même des gens qui se disent bio par ailleurs nous précisent, par exemple : « *C'est le grand-père qui fait le potager, moi je n'aime pas : je ne fais que les gros travaux. Le potager est en bio, aseptisé bio, insecticide bio, mais il désherbe pour que ce soit propre* ».

Le changement d'attitude qui s'opère ailleurs, n'a pas encore touché les Mauges ; il arrive toutefois lentement, nous y reviendrons, par le biais parfois des employés municipaux.

Laisser le terrain propre, c'est aussi ce à quoi contribue une association de jeunes préoccupés d'environnement, en voulant lancer une opération « concert propre ». L'un de ses membres nous dit ainsi : « *L'idée, ce serait d'avoir une fanfare, de faire un pique-nique et de nettoyer un site... Toujours nettoyer, la notion de propre, c'est bien des Mauges !* ».

Ordre dans l'herbe, ordre aussi pour les « bons » végétaux. Il n'y a guère par ici de jardins « de grand-mère » qui soient un peu fourre-tout. Les plantes cultivées doivent être aussi rangées à leur place, qui n'est en tout cas pas mélangées les unes aux autres (on nous parle de « parterres », de « bordures », de « massifs »). Le massif ou la bordure seront refaits au fil des saisons pour ne pas laisser traîner des fleurs « sales » (à savoir en fin de floraison). On retrouve ici ce qu'observe plus généralement le paysagiste Gilles Clément : « *Dans un jardinage classique, on désherbe pour obtenir un massif « propre », parce que c'est là qu'on a mis les espèces qu'on veut garder. Toutes celles qui arrivent en surplus sont considérées comme mauvaises. Il arrive même que des plantes dites bonnes dans un massif soient déclarées mauvaises quand elles sont sorties de ce massif là, alors que ce sont les mêmes bien sûr. Tout cela me semble lié à une pratique ancienne, horticole, qui ne vaut plus dans ce type de jardin que j'ai appelé en mouvement parce que les plantes y circulent. Et elles sont beaucoup plus nomades qu'on ne pense* »¹⁴.

Le modèle du jardin français, ordonné et taillé, est ce qui, dans les Mauges, séduit et certes pas le jardin anglais avec son esthétique faite pour ne pas montrer le travail humain en jeu : dans un cas, la main du jardinier est omniprésente, dans l'autre, elle tâche de s'effacer. « *Je crois, affirme encore Gilles Clément, que l'accroissement des connaissances sur les mécanismes de la nature modifie notre comportement vis à vis d'elle entraînant moins d'aménagement et plus de tolérance, jusqu'à cet ultime acte du jardinage : ne rien faire* »¹⁵. Une esthétique qui gagne en milieu urbain¹⁶, mais ne touche pas encore les Mauges.

Deux catégories de végétaux sont très suspectes aux yeux de presque tous nos interlocuteurs : il s'agit des « grimpants » et des « rampants » qui peuvent potentiellement détruire le soigneux ordonnancement du jardin et de la maison confondus : une façade sur laquelle grimpe une plante est menacée

¹⁴ Gilles Clément, 1997, *Jardins en mouvement, friches urbaines et mécanismes de la vie*, Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée, vol XXXIX (2) : 157-175, citation p. 159

¹⁵ Gilles Clément, *idem*, citation p. 170.

¹⁶ Voir à ce sujet l'article de *Libération* avec l'exemple de la ville de Renne : « Cité des herbes folles », *Libération week end*, 19/20 février 2005, p. 39-41.

d'être abîmée ; nous montrant le haut mur d'une ancienne grange au pied duquel démarre timidement un passiflore, un homme commente : « *Je me demande bien pourquoi je me suis fatigué à le repeindre, avec cette cochonnerie qu'elle [sa femme] a mise à pousser* » ; de son avis, il faudrait l'arracher. De fait, les maisons sur lesquelles pousse une vigne vierge, par exemple, se comptent sur les doigts d'une main. On fait parfois pousser un rosier en façade ou sur le côté de la maison, mais la croissance en est habituellement très contrôlée (et le rosier « n'adhère » pas à la façade nous dit-on). De même, on nous dit que tel figuier est au milieu de la pelouse « *pour ne pas abîmer la maison* ». Alors que dans un jardin nous nous extasions devant un vieux banc de pierre autour duquel s'enroule un lierre et apparaît ça et là de la mousse, vision romantique s'il en est, la propriétaire du lieu précise : « *Oui, le banc est joli, mais il faudrait que je prenne le temps de le nettoyer et d'arracher ce lierre qui le cache* ». Végétal et bâti ne peuvent être confondus.

« Grimpants » et « rampants » sont soupçonnés d'abriter des insectes nuisibles, de la pourriture, d'être « incontrôlables » dans leur croissance et l'on préfère donc les éviter. On retrouve un peu cette tendance dans les plantes d'intérieur qui ne doivent pas trop « se répandre » : il n'y faut pas trop de foisonnement.

Il y a là aussi une préoccupation de l'image que l'on donne : un « envahissement » par le végétal est sans doute perçu comme un signe d'abandon, le signe qu'on est trop paresseux ou trop débordé pour y remédier¹⁷, c'est donc le signe d'un dysfonctionnement. Peut-être faut-il y voir une réaction encore valide au dégoût que l'on a de ces temps (pas si lointains), dont le souvenir aujourd'hui est celui d'avoir vécu dans la gadoue et dans la promiscuité : on a encore à prouver que l'on est bien sorti de cet état.

Au demeurant, la plupart des agriculteurs insistent aussi sur l'aspect propreté de l'exploitation, dans l'esprit « on n'est pas des bouseux ». La charte du groupe « Eleveurs du Bocage Choletais » comprend, par exemple, un article concernant les abords de la ferme qui doit être « bien rangée », « propre » (i.e. sans vieux engins ou outils qui traînent à la vue, sans flaques d'eau

¹⁷ Pour plus de détail sur « l'honneur des jardiniers », voir Florence Weber, 1998, *L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du 20^{ème} siècle* Paris, Belin..

potentielles, etc.), d'une netteté qui, aux yeux d'un citadin, manque singulièrement de charme : le décalage est ici évident entre habitants des Mauges et habitants métropolitains. Pourtant pour le groupe EBC, il s'agit bien de plaire aux éventuels clients qui passeraient par l'exploitation, mais il s'agit aussi d'une qualité intrinsèque : dans les discussions autour de cet article de la charte, les éleveurs s'accordaient à dire que l'on ne travaille pas correctement dans un endroit qui n'est pas net, que l'aspect de l'exploitation reflète en quelque sorte les qualités de son propriétaire. Quelques uns ont plaisanté sur le fait qu'ils n'allaient quand même pas mettre une pelouse devant les bâtiments d'exploitation, mais ils furent contrés par la majorité qui estimait que l'exploitation devait être « la plus accueillante possible », soit au moins bien en ordre et si possible fleurie. Au demeurant l'accueil de public a pour conséquence immédiate le fleurissement, ainsi de cette agricultrice qui ouvrant un gîte s'essaie aux massifs de fleurs et rocailles.

Cette idéologie du propre se retrouve à tous les niveaux : une maison doit être bien rangée, une voiture bien lavée, un chemin de pierre dans le jardin bien nettoyé... Il s'agit bien de maîtrise de l'homme sur les choses, d'un combat sans cesse renouvelé pour la mise en ordre du monde. On peut aussi faire l'hypothèse que la condition modeste de la plupart des habitants des Mauges, ou leur origine plus que modeste, ne laisse que peu de prise sur les événements ; en maîtrisant ainsi son environnement immédiat, c'est au moins une partie des choses que l'on est capable de contrôler. Il y a de la revanche sociale à affirmer de l'ordre alors qu'on s'est senti longtemps classé parmi les paysans frustes. On remarque d'ailleurs que les quelques maisons couvertes de vigne vierge, que les pelouses semées de pâquerettes ou les allées moussues appartiennent presque toujours à des gens aux revenus confortables ou/et à des gens ayant fait des études supérieures¹⁸. Ce sont aussi des gens qui sont passés par la ville à un moment ou à un autre et qui ne se préoccupent pas de la même manière du regard du voisin. Si l'on ne commente guère cette excentricité des plus fortunés, on remarque en revanche celle des gens vus comme « écolos » (et encore vus comme extrémistes), que l'on estime toujours

¹⁸ Ce « laissez-allez » peut aussi être le signe d'un « désordre social » : maladie, divorce...

un peu fadas puisqu'ils n'opèrent justement pas cette stricte distinction entre bonnes et mauvaises herbes et n'ont pas peur de l'envahissement : « *On repère les bios à la façon dont ils aménagent leur maison ; ils mettent beaucoup d'arbres et pas de murs et si ils habitent à la campagne, il n'y a pas de goudron pour accéder à la maison, ça reste à l'état naturel* » remarque un élu, signalant ainsi la perturbation de la norme locale.

Si le propre est ici une valeur prégnante, une autre catégorie est totalement absente de nos entretiens : il s'agit du « sain ». A l'exception de quelques « bios » affirmés qui nous parlent de leur approvisionnement et de leurs choix alimentaires, c'est encore à travers les relations sociales que la nourriture apparaît dans le discours de nos interlocuteurs : cela apparaît particulièrement dans les relations autour du potager ou des réseaux d'approvisionnement.

En effet, l'un des plaisirs, voire l'une des fonctions importantes du potager consiste à donner. On produit toujours plus que nécessaire ou l'on sait que l'on sera débordé par telle ou telle production (« *Les choux-fleurs donnent tous en même temps* »), mais cela ne fait pas problème –au contraire- puisque ce « surplus » servira à entretenir les relations familiales ou de voisinage. Il est d'ailleurs d'usage qu'un potager tenu par exemple par un grand-père serve à alimenter enfants et petits-enfants qui peuvent alors se dispenser de jardiner eux-mêmes. Une autre caractéristique du potager, c'est la discussion qu'il permet avec les autres. Un animateur local nous dit ainsi : « *C'est un secteur de relations sociales. Ne pas jardiner, c'est une hérésie : le potager, les hérissons et les vipères, c'est un sujet de conversation* ». Il nous parle aussi d'un voisin qui lui donne des plants et alors que, lui, en échange, lui met discrètement le journal dans sa boîte aux lettres : « *C'est génial, tout en finesse* » dit-il à propos de ces échanges.

D'autre part, membres de la famille et voisins s'informent les uns les autres des opportunités de se procurer directement des produits auprès d'exploitants agricoles. Souvent, il y a à l'origine une relation

d'interconnaissance entre une personne et le producteur chez qui l'on se fournira : « *Avant pour les œufs, il y avait un gars qui passait. Et ça j'aimais bien quand il pouvait passer, en plus il était de X, de mon bled. Là, c'était par connaissance, ça se disait comme ça* » ; le réseau s'étend ensuite puisque la personne ressource se chargera des achats et de la redistribution. On nous dit ainsi que le poulet produit chez X est « *particulièrement bon, rien à voir avec les poulets de SuperU* », ou que les pommes de Y sont exceptionnelles, sans s'attacher pour autant à connaître le mode de production (« *Chez X, c'est pas du poulet bio, mais entre les deux* » nous dit-on par exemple). L'important ici est bien la confiance que l'on a en la personne qui assure le ravitaillement et ces échanges alimentaires servent aussi à la réactivation des liens sociaux.

3. Perception de l'environnement

On remarque que l'environnement (entendu au double sens de préoccupation écologique ou paysagère) n'est pas une catégorie qui vient spontanément à l'esprit de la plupart de nos interlocuteurs. Nous l'avons dit, les agriculteurs l'associent directement à « haie » et aux campagnes en sa faveur, quant aux élus, « environnement » renvoie pour eux au problème des déchets et à leur gestion. Pour les autres, c'est au fil de la discussion seulement que se révèlent leurs éventuelles préoccupations. Si l'esthétique apparaît plus fréquemment concernant le paysage, on reste bien ici dans « *une nature empaysannée et non paysagère* »¹⁹ et où la primauté reste bien la production et non le loisir (y compris pour les non-agriculteurs). Une catégorie est au demeurant pratiquement absente, c'est celle de pollution qu'il s'agisse de l'air, du paysage, de l'eau, etc.

Il est frappant aussi que nos interlocuteurs qui sont engagés d'une manière ou d'une autre dans la « défense de l'environnement », ont souvent une sorte de passion exclusive pour un aspect seulement de cette problématique, sans pour autant y voir de contradiction.

La pollution, une affaire lointaine

« *Quand on voit les gens avec un masque au Japon, c'est une autre notion de l'environnement. Nous, on ne le subit pas, mais c'est ce qui fait qu'on se dit qu'il faut faire attention à l'air respirable* » remarque un élu. On le voit la menace est lointaine.

Une ouvrière, parlant des riverains de son usine, pour beaucoup des collègues à elle, note que les gens ne peuvent même plus étendre leur linge dehors en raison des fumées dégagées, mais que personne ne dit rien. « *Il y a des gens si on leur enlève leur vie d'usine, il n'y a plus rien* » conclue-t-elle. Elle

¹⁹ Vourc'h A. et Pelosse V., 1989, « Chasseurs et protecteurs : les paradoxes d'une contradiction », in *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*, sous la direction de Nicole Mathieu et Marcel Jollivet, Paris, Ed. ARF-L'Harmattan, p 108-123.

ne va pas toutefois jusqu'à parler de pollution ou d'atteinte possible à la santé (encore une fois, elle y voit du « sale »). Une assistante scolaire précise que « *De nos jours, il faut une alimentation équilibrée pour résister avec toutes les pollutions... comme les poussières cancéreuses qui se promènent et pour lesquelles il n'y a pas besoin d'extraction de pierre* ».²⁰ Lorsque nous lui demandons des précisions sur ces « poussières », elle ne sait pas en situer l'origine, ni en dire la nature. Seul un agriculteur nous fait une remarque précise sur la perte de la biodiversité : « *Maintenant, il n'y a plus les mêmes espèces de champignon et il y en a moins [...] Les papillons bleus, on n'en voit plus beaucoup. Avant, il y en avait plein sur les choux* ».

Quelques jeunes impliqués dans des associations tournées vers l'environnement parlent bien de pollution, mais de façon un peu anecdotique. Ainsi l'un d'entre eux raconte qu'il a travaillé pour un agriculteur (pourtant pêcheur) qui a vidé ses cuves dans son étang et a fait crever tous ses poissons. Lui-même pêcheur, il parle aussi d'une fois où il a attrapé des truites qui sentaient le fuel « *après une pollution* ».

Une infirmière parle du « *cancer du canard* » -qui toucherait apparemment des gens travaillant dans les élevages industriels- qu'elle rencontre à l'hôpital de Cholet et qu'elle n'avait jamais vu en région parisienne où elle travaillait auparavant. De même, un employé communal trouve « *qu'il y a plus d'attention à la nature surtout depuis cinq ans, depuis qu'il y a une recrudescence des maladies, des cancers* » : « *Tant qu'on restera pollué, ça ne changera pas* » affirme-t-il.

Un militant pour les économies d'énergie tient un discours très construit sur les « *aberrations* » des systèmes énergétiques contemporains, il n'étend pas toutefois son analyse au système agricole par exemple.

En effet, dans presque aucun cas, la pollution n'est présentée comme résultat global d'un système et, surtout, elle est vue comme étant l'apanage des villes. Lorsque nous prononçons le mot « pollution », nos interlocuteurs embrayent presque tous sur l'air des grandes villes (irrespirable), sur les foules, le métro, les embouteillages, etc. montrant clairement qu'ils ne se sentent guère

²⁰ Allusion à la carrière qui doit s'ouvrir à proximité de chez elle et qui suscite une certaine polémique.

concernés concrètement. La pollution est à leurs yeux plus un problème national ou international qu'un problème local.

Pour l'essentiel, on se sent préservé du fait de vivre à la campagne. On ne sent donc pas l'aspect hautement industrialisé du pays (d'un point de vue agricole en particulier), comme si l'aspect « vert » des champs était preuve d'environnement sain.

Ainsi très peu de personnes, y compris parmi les pêcheurs, nous ont parlé de la pollution des rivières des Mayennes. Une technicienne de l'environnement, récente « survenue », nous raconte que lorsque sa fosse septique a débordé, elle a réalisé que tout allait à l'Evre, « *Avant, dit-elle, je pouvais traverser l'Evre à pied, mais maintenant je ne le ferais plus, je n'irai même pas y faire du canoë-kayak et je dis aux pêcheurs : Je ne les mangerais pas vos poissons, mais ça n'a pas l'air de les gêner* ». Elle précise qu'elle a fait analyser l'eau de son puits, avant l'arrivée d'un bébé et s'étonne de n'y avoir pas trouvé de nitrates : « *On pensait que ce serait très chargé, mais rien. Ça dépend peut-être de la saison* ». On remarquera que cette précaution semble rarement prise ici : la plupart des gens nous ont dit utiliser leur puits sans trop de souci, au moins pour arroser le jardin, ce que la plupart font bien puisqu'il n'est pas question pour eux de payer « l'eau de Loire », jugée trop chère.

Les pêcheurs eux-mêmes n'ont pas franchement conscience de la pollution de leurs rivières. Ceux qui abordent le problème, le font –il faut bien le dire- plutôt en réponse à nos propres questions sur le peuplement en poissons des cours d'eau. Un pêcheur fait ainsi ce commentaire : « *Il y a moins de brochets qu'il y en a eu, parce que c'est fragile au moment de la fraie. Il faut remettre du poisson tous les ans. On voit d'autres changements : Il y a trente ans, le cormoran était exceptionnel, on ramassait les œufs au moment de la ponte. [...] Les châtaignes d'eau ont disparu, elles ont été étouffées par les herbes quand les berges ne sont pas entretenues. Il y a moins de poisson-chats qu'avant, ils avaient disparu avec la maladie et sont revenus* ». On se souvient toutefois de pollutions précises : « *Sur l'Hyrome, il y a eu une fois une pollution qui arrivait et foudroyait tout le monde, ça a coûté une fortune pour réparer ça* » ; « *Dans la zone artisanale de Chemillé, il y a eu une fuite de gaz*

oil qui a atteint l'Hyrome : les truites ont survécues mais elles avaient goût de mazout ».

A l'exception d'un responsable départemental de la pêche, aucun pêcheur ne parle en terme de chaîne alimentaire, ce que font en revanche quelques chasseurs²¹ : *« Il n'y a pas beaucoup de hérissons et pas beaucoup de gibier comme autrefois. Mais il y a beaucoup de gros gibier selon les chasseurs comme des chevreuils et des sangliers. Il y a eu des accidents avec les sangliers. Il s'est planté pas mal de bois et ça attire le gros gibier. On n'en voyait pas autrefois, mais ce printemps j'en ai vu un derrière ma pelouse. Etant jeune, j'aillais à la chasse avec mon père, il y avait des perdrix et du lapin. Dans le temps il y avait des betteraves et du chou, maintenant c'est du maïs. Les cultures, ça joue sur le gibier. Et en plus il y a eu la maladie sur le lapin »* ; *« Dans les Mauges, il n'y a que du gibier de tir. Il y a un programme de réimplantation en hiver. Par rapport au biotope, il y a une portée en moins dans les Mauges, à cause des cultures, des types de sol, de l'ensilage, des maladies »* dit encore un chasseur qui parle aussi des dégâts que font sur le gibier les outils agricoles (*« Ceux qui ne sont pas chasseurs s'en foutent que ça passe dans le girobroyeur »* dit-il). Un autre parle de l'influence des pratiques agricoles sur la faune : *« On en voit le résultat sur le gibier : c'est comme pour la diminution du perdreau par exemple, il y a l'influence des herbicides et des insecticides et on les retrouve ensuite dans la chaîne alimentaire ».*

Un employé de la fédération départementale de chasse fait le lien avec le bocage, mais pour constater que *« Les haies replantées n'ont pas la même valeur que les anciennes haies »* et qu'il est difficile de faire bouger les choses : *« Quand on veut faire des jachères pour la faune sauvage, il faut beaucoup de dialogue »*, surtout ici où *« le moindre pouce de terre doit être cultivé »*. La méfiance des chasseurs face aux « écolos » reste néanmoins entière : *« Le gros gibier est dangereux, il faut bien y faire quelque chose, mais il y a des écolos qui ne supportent pas quand vous faites une battue »*. C'est ensuite les

²¹ Il est à noter que les pêcheurs appartiennent rarement au milieu agricole, contrairement aux chasseurs qui sont en majorité agriculteurs aux dires des responsables chasse et pêche que nous avons rencontrés. Plusieurs ouvriers nous ont dit qu'ils auraient aimé chasser mais que la chasse n'était pas abordable pour eux parce que cela revenait trop cher : *« Pour pouvoir chasser ici, il faut avoir des terres ».*

conflits d'usage qui sont signalés, avec les promeneurs en particulier qui, eux, se sentent agressés par les chasseurs : « *Je n'ai rien contre la chasse quand c'est bien fait, mais ce qui me met en colère c'est le dimanche quand il y a des battues on ne peut pas se promener* ». Mais plus que la pollution, c'est la nouvelle législation européenne qui dérange pêcheurs et chasseurs. A propos de l'interdiction du plomb ou de la pêche au vif, on plaisante lourdement : « *Bientôt il faudra pêcher sans hameçon* » ; « *Il faut qu'ils emmerdent les gens : C'est bizarre qu'ils ne nous aient pas encore interdit de pêcher au plomb. A part ça, les canalisations en plomb pour l'eau sont autorisées : il faut mieux protéger le canard du saturnisme que l'homme !* » (on retrouve ici l'idée d'une écologie qui serait exclusive de l'homme). Les chasseurs ont le même sentiment face à l'obligation de changer les fusils à partir de 2005 : « *Tout ça s'est pour favoriser les Américains. Ce sont eux qui fabriquent les fusils qu'il faut maintenant* ».

Ce sont aussi dans le discours des chasseurs et pêcheurs qu'apparaît la catégorie des nuisibles –et rarement chez les agriculteurs– : « *Il y a trop de renards et plus de portées, à cause des poulaillers ; les renards récupèrent aussi la délivrance des vaches dans les étables* » ; « *Il y a beaucoup trop de pigeons, c'est joli mais il y en a trop* ». « *Les sangliers font des dégâts, il y en a trop* ». On désigne tel ou tel propriétaire de château qui laisse proliférer les sangliers dans leurs bois, au grand dam, disent des chasseurs des producteurs de porcs qui auraient peur de croisements avec leurs animaux d'élevage.

Une eau de prix

Certains élus locaux ont conscience de la pollution des rivières. L'un d'entre eux nous dit ainsi : « *L'Evre, c'est un souci pour beaucoup d'entre nous ici, pas seulement pour les agriculteurs. La Loire, le bassin de Cholet, à Montrevault, on y est particulièrement sensible. Beaucoup sont catastrophés de voir les changements de hauteur de l'Evre : on se dit ça y est l'arrosage a commencé, on se rend compte que c'est une rivière particulièrement sensible voire en danger. La qualité de l'eau, c'est une des pires* », mais il s'agit d'un élu

qui a des liens très nets avec la commission environnement du Carrefour des Mauges et que l'on peut penser influencé par leurs travaux.²² Un agriculteur bio remarque bien que « *dans les Mauges, on arrose, on draine partout et on ne peut plus boire l'eau du robinet... résultat 15 F. le mètre-cube d'eau et on achète des packs de flotte* » et bien souvent c'est de l'eau minérale que l'on nous offre à boire.²³ Mais pour la plupart de nos interlocuteurs la question de la pollution de l'eau ne se pose guère. Toutefois, l'eau est perçue comme un élément rare (dans la mesure où les puits peuvent s'assécher) et cher. Des employés municipaux disent que « *les administrés lorgnent sur le gaspillage de l'eau* » ; « *Ici, il ne faut pas arroser les herbes, on se fait engueuler. Ils n'aiment pas qu'on gaspille. S'il y a un peu d'eau qui coule sur la route quand il fait chaud, on se fait aussi engueuler... L'arrosage enterré ça permet de ne pas se faire engueuler* ». Un élu précise à ce sujet : « *Arroser avec la Loire, ça nous coûtait, on a fait depuis des dérivations des bases d'eau pour installer les goutte à goutte. Pour les plus jeunes, on serait en retard si on ne faisait pas ça* ».

La qualité de l'eau de la Loire n'est guère critiquée sinon parfois pour son goût de chlore. En revanche, c'est son prix qui semble unanimement trop cher et c'est donc nécessairement qu'il faut l'économiser : il ne faut cependant pas voir l'expression d'une conscience de la rareté de l'eau sur la planète, mais plus prosaïquement un rappel des moyens financiers limités de nombre de gens de ce pays. La pratique jardinière est ainsi influencée par la disponibilité en eau de puits : « *Si je devais arroser avec l'eau de la Loire, ce ne serait plus la peine de le faire car ça reviendrait aussi cher que d'acheter... Enfin, ils seraient meilleurs* » ; « *L'eau du robinet [venant du puits en l'occurrence] c'est plus pour arroser et pour cuisiner, je lave aussi mes légumes avec. J'aimerais la faire analyser pour les nitrates, je ne sais pas si elle est bonne à boire. Mais l'eau de la Loire, on la paye !* ». Presque tous les jardiniers avec qui nous avons parlé confirme qu'ils utilisent l'eau avec parcimonie. Plusieurs ont fait appel à un sourcier afin de pouvoir faire creuser un puits dans leur jardin. Un technicien

²² On pourrait dire la même chose d'un autre élu qui nous parle de « l'effet de serre ».

²³ Peut-être s'agit-il plus d'offrir quelque chose « de valeur » plutôt que d'une crainte que l'eau ne soit pas bonne. Il s'agit au demeurant clairement d'une attention faite aux invités.

industriel nous parle de son idée de construire une citerne pour faire un arrosage « sain ». Cette idée de « récupération de l'eau » semble ici porteuse comme nous le confirme une technicienne chargée de l'environnement d'une communauté de communes qui tente de s'engager sur cette voie.

Il est aussi à remarquer que l'arrivée de l'eau au robinet est encore dans la mémoire de toutes les personnes de moins de cinquante ans : on a donc gardé souvenir ici des efforts qu'il fallait accomplir pour s'en procurer. Il se peut que cela joue encore pour faire sentir l'eau comme un bien précieux. Une dame nous rappelle ainsi dans le cours de la conversation sur l'eau que « *L'eau courante n'est arrivée que dans les années 50 [...] n'y avait que de l'eau froide et pas de salle de bain, mais les gens étaient aussi propres, il n'y avait pas de façade, pas de pommade* ».

Un paysage compartimenté

Contrairement, nous semble-t-il, à d'autres régions de France, les habitants des Mauges ne remarquent guère le paysage qui les entoure. Nous pensons en particulier à la différence avec des habitants de régions touristiquement valorisées qui sont à même de parler, parfois de façon lyrique, de leur environnement. Rien de ça dans les Mauges. Personne ne nous parle en fait de paysage. Non pas que l'on n'apprécie pas son pays, mais par « petits bouts » en quelque sorte. On ne parle quasiment jamais de panorama (à l'exception peut-être des hauteurs des Gardes), ce sont toujours des pans précis de paysage qui nous sont décrits comme attrayants. Une jeune femme, comptable, nous dit ainsi : « *Il y a des petits bouts de paysage qui sont vachement beaux dans les Mauges, des vallons qui sont jolis, il y a des vaches partout, c'est assez rare il n'y en a pas partout en France* ». Elle nous montre aussi une haie de bambous qu'elle a plantée pour dissimuler un poulailler industriel : « *On plante en fonction de la vue, faut se débrouiller avec ce qu'on a pour cacher, on fait avec, il ne faut pas être extrémiste !* ». Un élu, agriculteur explique : « *Je fais plus attention à ça qu'il y a vingt ans ; il y a 20 ans, je n'observais pas le paysage comme aujourd'hui. [Maintenant] je fais plus*

attention au paysage qu'aux oiseaux, je fais attention aux essences dans les haies ». Une ouvrière nous raconte ce qu'elle aimait à faire : « *Le midi, je n'allumais pas ma télé, je poussais mon rideau... même sur un tout petit bout de jardin, il y avait une richesse* ». Il faut peut-être voir dans ce « découpage » du paysage que l'on regarde une trace du bocage dense qui ne permettait pas une vue dégagée.

C'est souvent une autre région que l'on cite en comparaison pour des paysages plus beaux : « *Le Layon, ça c'est joli, les vignes, c'est tout de suite le paysage* ».

De cette façon compartimentée de voir le paysage témoigne aussi la question de la carrière qui doit s'ouvrir à la Tourlandry. En effet, si son installation est contestée par certains, peu de personnes reprennent l'aspect paysager de la question, alors même que cette carrière se situerait au point culminant du pays. On ne voit pas de contradiction entre chemin de randonnée, point de vue et site industriel. De même du grand entrepôt d'Eram construit sur Melay : alors qu'il nous sautait aux yeux depuis les hauteurs du pays, de très rares personnes seulement ont relevé avec nous qu'il faisait « tache » dans le paysage. Nous l'avons vu, il suffit ici de porter le regard sur ce qui semble beau et d'ignorer –ou mieux de cacher- ce qui semble vraiment laid. Un adjoint municipal nous dit ainsi que ses administrés se plaignaient de certains endroits du bourg qu'ils trouvaient trop laids « *comme le devant l'ancien théâtre. On a fait planter quelques arbres « pour cacher ça* ». Lors d'une sortie de groupe que nous avons faite, un élu signale que de l'endroit où nous nous trouvons la vue est très belle, « *Il faudrait que l'on coupe ce rideau d'arbres pour pouvoir la voir* ».

On a bien le sentiment d'habiter à la campagne, mais on ne pense pas en terme de nature. Peut-être est-ce ce qui explique ce peu de regard (explicite au moins) sur l'ensemble du paysage. La fonction productive du pays joue sans doute dans le même sens. Un jeune appartenant à une association de défense de l'environnement est le seul à nous faire remarquer : « *J'aime bien les paysages pas humanisés, pas délimités, c'est plus beau* ».

Ce sont d'autre part des agriculteurs qui sont les seuls à nous parler de façon plus générale de la présence sensible de la nature : « *Toute la nature, c'est très beau à l'heure qu'il est, les couleurs d'automne c'est magnifique* » ; « *J'aime regarder la nature quand je fais le tour de mes bêtes [...] Je renifle l'air, je regarde les arbres, le ciel* ».

Les arbres

Si le paysage n'apparaît guère dans les discours de nos interlocuteurs, une figure revient souvent en revanche, c'est celle de l'arbre. Plus que la haie, il semble ici faire l'objet d'attachement. A plusieurs reprises on nous a parlé du livre édité par le Carrefour des Mauges sur les « arbres remarquables » et beaucoup de nos interlocuteurs ont eux-mêmes un « arbre remarquable » qu'ils s'empressent de nous montrer : un vieux châtaignier, un grand poirier, un chêne au milieu d'un champ que l'agriculteur n'a pas voulu abattre malgré son emplacement... On peut se demander si c'est l'absence de bois qui rend ici les arbres plus attachants.

On souligne aussi la réussite de l'opération de plantation qui a suivi l'édition de ce livre : « *Sur quatre fermes concernées, deux ont accepté de faire des plantations de l'arbre donnant le nom à leur ferme* » nous dit avec enthousiasme un agriculteur de la Confédération.

Plusieurs personnes (surtout agriculteurs ou anciens agriculteurs) nous montrent un arbre qui leur plaît au fond d'un jardin ou dans un champ. On se récrie parfois sur un abattage un peu hâtif : ainsi de cet agriculteur qui nous dit avoir abattu un vieux châtaignier qui « *menaçait sur la route* » et qui dit s'être fait largement réprimander par les riverains.

Dans au moins deux villages (Melay et Villedieu), c'est autour d'un arbre que se cristallise l'identité avec respectivement le « *chêne aux martyrs* » et le « *chêne de St-Joseph* ». Toujours à Melay, le traditionnel tour du village est bordé d'arbres que l'on a voulu conserver (y compris au milieu d'un nouveau lotissement), gage -selon un conseiller municipal- de « *l'aspect rural* » du village.

Dans la même commune, on trouve ce phénomène curieux d'une haie d'arbre à demi taillés : côté champ, l'agriculteur a choisi de « rabattre » les arbres afin de ne pas perdre de place, côté route les arbres forment un ombrage très apprécié par les promeneurs (et que nous cite de nombreux habitants). On nous dit au demeurant que c'est grâce à l'intervention de Dominique Soltner, qui passait régulièrement par Melay, que ces arbres ont été sauvés à une époque où la tendance était plutôt à l'abattage.

Dans un autre village, un employé de la DRT nous raconte le « sauvetage » d'un arbre : *« Il y avait une branche qui risquait de tomber sur le domaine public, je me suis renseigné et j'ai appris qu'il appartenait à un monsieur décédé. Il y avait beaucoup de piétons qui empruntaient ce chemin pédestre, c'était dangereux. Finalement j'ai décidé d'agir. On ne s'est pas contenté de couper la branche mais on a remis l'arbre en valeur car sinon il aurait été déséquilibré. Ça m'a coûté 400 Euros, à embaucher un homme-singe diplômé pour faire une taille douce, ça m'a coûté de l'argent [et des remontrances de sa hiérarchie] mais l'arbre ressemble à quelque chose »*.

Ailleurs, c'est un employé communal qui nous raconte son amour des arbres et les plantations de toutes espèces qu'il a faites de lui-même dans son grand jardin. C'est avec amertume qu'il nous parle d'un parc de sa commune où l'on a abattu des arbres centenaires et de son impossibilité à mobiliser assez de monde pour les sauver. C'est lui aussi qui nous signale un rond-point boisé qui sert aujourd'hui de toile de fond aux photos de mariage...

A plusieurs reprises, on nous signale que les châtelains tenaient tout particulièrement à leurs arbres et *«qu'ils étaient interventionnistes »* si on voulait y toucher.

L'arbre est le seul élément naturel qui ait donné lieu lors de cette enquête à des propos de type « atteinte à la nature ». Il est difficile d'interpréter cet attachement aux arbres. Sans doute en ce pays sans bois sont-ils d'autant plus remarquables et symboles aussi, grâce à leur pérennité, de la suite des générations : un lien qui traverse le temps (on nous signale plusieurs fois que tel ou tel arbre a « vu » les événements de la guerre de Vendée).

Des passions spécialisées

Parmi nos interlocuteurs, certains ont une préoccupation réelle pour l'environnement et ont même une attitude militante. Toutefois, rares sont ceux qui envisagent l'environnement dans sa globalité.

Ceux qui s'en approchent le plus sont les agriculteurs bios ou appartenant à la Confédération Paysanne et des jeunes appartenant à des associations qui, sans être franchement écologistes, prennent cependant en compte des questions environnementales.

Les uns comme les autres affichent cependant en premier lieu un intérêt pour les relations sociales. Pour les agriculteurs en question, il s'agit souvent ici de d'une remise en question des rapports de production. Ce qu'ils contestent, ce sont bien sûr des pratiques nuisibles pour la nature, mais surtout une logique économique qui contraint à l'endettement, qui oblige à une course à l'investissement : une logique qui tend à « enfoncer » les plus petits producteurs. *« Dans les Muges, les gens qui sont à la Conf, sont assez productivistes. L'engagement se fait plus sur le social que sur le système de production »* note un agriculteur. C'est donc avant tout (et là encore) l'aspect humain et social qui motive leur engagement.

Il en va de même pour les jeunes que nous avons rencontrés. Leur engagement envers l'environnement a –prioritairement- des visées sociales ; ils disent ainsi *« vouloir mettre l'homme au cœur du système commercial sachant que le respect de l'homme entraîne le respect de l'environnement »*. Ils nous donnent encore cet exemple : *« On a pensé à faire venir des alter mondialistes, mais des gens qui veulent taper sur la gueule de Mc Do alors qu'il y en a qui en vivent, c'est pas notre truc »*. Si c'est à travers le commerce équitable qu'ils en arrivent à l'environnement ou en réfléchissant au système de production agricole productiviste, ils ne poussent cependant pas jusqu'au bout le raisonnement en terme de logique politique. Au demeurant aucun d'entre eux n'a de propos très construit sur la nature.

D'autre part, parmi les personnes que nous avons rencontrées et qui ont un discours très militant, c'est bien souvent un aspect restreint de l'environnement qui les passionne. Ainsi ce couple qui rêve de se faire

construire une maison en bois et qui nous en énumère tous les avantages, qui suit tous les évènements liés à la construction en bois. Mais lorsque nous abordons d'autres aspects tels la pollution ou le jardinage, il apparaît comme évident que la motivation n'est pas la même. De la même manière, un interlocuteur passionné d'économie d'énergie et qui passe beaucoup de temps à se documenter, présente un jardin coupé au cordeau et une pelouse sans la moindre mauvaise herbe. On pourrait ainsi multiplier les exemples, tel ce couple de producteurs bios qui laissent le grand-père désherber leur jardin au Round-up ou conduisent une voiture diesel.

Il semble donc bien qu'il ne faille pas imaginer un comportement absolument et globalement « écologiquement correct » de la part même de ceux qui sont sensibilisés à l'environnement.

4. Professionnels et prescripteurs

Que ce soit de la part des élus, des institutions publiques ou associatives, les prescriptions sont de plus en plus nombreuses qui concernent l'environnement. Les uns et les autres cherchent à persuader ou à imposer des mesures qui, pour certaines, sont rendues obligatoires par la législation et, pour d'autres relèvent d'une nouvelle sensibilité environnementale. Dans les Mayes, ces mesures ne sont peut-être pas plus ou pas moins difficiles à faire appliquer qu'ailleurs en France, mais –tous nos interlocuteurs insistent sur cet aspect- il faut pour les faire admettre ne pas bousculer de front le consensus qui est ici un mode de relation à l'autre.

Il faut d'autre part remarquer que, certaines mesures non seulement remettent en cause des habitudes acquises, mais touchent aussi profondément la façon de voir son environnement, la raison même de gestes anciens et, pour tous ceux dont c'est le travail, l'organisation et la représentation qu'ils se font de leur travail. C'est tout particulièrement vrai en ce qui concerne les employés municipaux ou ceux de la DRT par exemple. La gestion des déchets ou la gestion de l'entretien des communes en sont deux cas typiques.

Le consensus ou la crainte de l'extrémisme

Tous nos interlocuteurs sans exception expriment à un moment ou à un autre la nécessité qu'il y a à être consensuel. A l'évidence, le conflit ici fait peur et a un effet repoussoir.

Même nos plus jeunes interlocuteurs ont déjà intégré ce fait. Ainsi à la suite d'un débat sur l'environnement réunissant des jeunes et des élus et lors duquel un jeune apostrophait un peu trop vivement les élus présents, ses pairs s'empressent de nous dire ensuite : « *Je me suis dit, on va tempérer* » ; « *Pour parler de l'environnement, il ne faut pas créer de conflits* ». Ces mêmes jeunes expliquent ainsi qu'ils ont pensé à faire venir des membres de l'association

Attac pour un débat, mais qu'ils y ont renoncé pour « *ne pas trop prendre partie* ». Ils affirment aussi hautement ne pas être « *utopistes* ».

Une personne qui a réussi après bien des difficultés à se construire une maison solaire se plaint que « *quand on a une maison solaire, on est stigmatisé et on est assimilé à des Verts* », mais remarque aussitôt que « *l'autonomie, c'est une utopie : il y a juste quelques fêlés qui le font* ».

Ne pas choquer, ne pas apparaître comme « *extrémiste* » et être « *pragmatique* » est ici une préoccupation constante de tous ceux qui s'engagent un peu de quelque manière que ce soit. C'est ce qu'a compris une technicienne de l'environnement récemment arrivée dans la région : « *Ici, il ne faut pas y aller bille en tête, mais lancer l'idée et attendre qu'elle fasse son chemin* ». Ce qu'un animateur local traduit encore ainsi : « *Ici, on met sous le mouchoir les différences pour avancer* ». Nos jeunes interlocuteurs cherchent aussi à toucher les plus rétifs à leurs idées en inscrivant leurs actions dans des évènements qui font l'unanimité : « *A la limite, nous dit un jeune en plaisantant, il faudrait presque faire un concours de belote avec rouelle de porc à gagner à la fin* ».

On retrouve dans cette méfiance face à « *l'extrémisme* », la volonté de faire corps, la crainte d'une perturbation de l'ordre social qui prime sur la potentialité d'innovation qu'amènerait ceux « *qui ne feraient pas comme tout le monde* ». En quelque sorte, on avance tous ensemble ou on n'avance pas. Et le rejet attend ceux qui ne se plient pas à cet ordre : « *Ici, on n'aime pas les rebelles* » nous fait-on remarquer. La majorité des militants, des élus et des institutionnels du territoire ont intégré cette donnée, même si certains ont du mal à la vivre, la ressentant comme une terrible force d'inertie. Il faut savoir être patient, ainsi que le note un employé de la DRT : « *[Les collègues] remettre en cause leur travail, c'est les dévaloriser. Sur le terrain, je leur ai montré des choses et ils voient différemment les haies après dix ans. Mais au départ, on me prenait pour un rigolo* ». La valeur de l'exemplarité (sur le long terme) est au demeurant largement soulignée par nos interlocuteurs.

Les déchets

Nous l'avons dit, pour les élus, le paradigme de l'environnement est pour le moment la question de la gestion des déchets. Poussés par une législation de plus en plus stricte, ils ont été obligés d'entraîner leurs administrés à des changements d'attitude un peu à marche forcée. Il s'agit pourtant d'un thème assez consensuel a priori, ce qu'ont bien compris les jeunes d'une association qui organise des concerts et qui ont lancé une action « brigade verte » destinée à pousser leurs pairs à ramasser leurs déchets sur les sites de concert.

Un interlocuteur nous fait remarquer qu'avec le tri sélectif « *vous faites tout le boulot et vous payez de plus en plus cher* », tandis qu'un animateur d'une association d'insertion note que la privatisation de la gestion des déchets et la recherche de rentabilisation privent une population de ses moyens de vivre. Mais tous nos autres interlocuteurs semblent de prime abord adhérer à la politique de tri. Il est vrai que celle-ci rencontre d'une certaine manière la volonté bien ancrée ici de parer au gâchis. Toutefois, la façon dont municipalités et entreprises organisent le tri ne recoupe pas les gestes traditionnels et c'est à ce niveau que se trouvent les résistances. En effet, la logique industrielle et la logique domestique ne se recoupe pas forcément : ainsi la logique industrielle veut que l'on trie par matériau et non par catégorie de déchets (déchets du jardin, déchets de la cuisine...) : « *Les gens vont jeter en vrac les branches avec les CD qu'ils mettent pour effrayer les oiseaux* » explique par exemple un responsable de déchetterie. Le directeur d'une usine de compostage constate aussi : « *Notre prototype est conçu pour des sacs de 30 à 100 l. et pas pour des sacs de caisse que les gens utilisent dans les salles de bain par exemple [...] Les gestes dans les cuisines sont du genre : les épluchures de légumes vont dans la boîte [de conserve] en fer qui était vide* ».

Cependant il nous est plusieurs fois rappelé que la capacité à trier est liée à la capacité de stockage : « *On a de la chance de pouvoir stocker sans que ça se voie* » nous fait remarquer une animatrice en environnement, tandis que ses voisins signalent de même qu'ils « *entassent* » derrière un muret ce qu'ils doivent « *finir un jour par emmener à la déchetterie* ».

Du coup, le travail de rappel à l'ordre reste important, de la part du gardien de déchetterie ou de la part des responsables municipaux. On touche là à l'intimité des gens et les élus le sentent qui hésitent entre compréhension et répression, coincés qu'ils sont par la législation plus que par une réelle conviction.

Ils insistent alors sur l'importance qu'il y a à « *éduquer les enfants aux bons gestes* ». Les enfants sont ainsi une cible utilisée et réutilisée pour faire passer les messages aux parents : persuadés de leur bon droit et de la justesse de leur cause, les élus n'hésitent pas à transformer les enfants en « prescripteurs », chargés en quelque sorte d'éduquer les parents.

En attendant, les « mauvaises » pratiques persistent, ainsi que nous l'explique un maire : « *Des analyses nous ont montré que les pratiques ne sont pas bonnes au niveau du tri. Je fais mon devoir, je m'en vais voir dans les bacs comment ça se passe. Ce n'est pas normal, il y a des gens qui jettent de tout...* »

C'est ainsi qu'ils finissent par avoir recours à des pratiques intrusives puisqu'il s'agit d'aller récupérer dans les déchets les adresses des « fauteurs » afin, le plus souvent de discuter en un premier temps et en un second temps de sévir. « *On va, toute l'équipe, surveiller s'il n'y a pas de problème de dépôt. Je leur dis : « prenez des gants, vous êtes sûrs de trouver l'adresse. L'amende, elle est directe* » nous dit ainsi un responsable municipal.

Tous aussi nous font remarquer la différence qu'il y a entre bourgs et écarts : « *Au niveau des ordures ménagères, ça s'améliore parce qu'on peut faire du porte à porte. Mais pas au niveau des écarts* » ; « *Les écarts, ça c'est la porte ouverte à tout. On a même trouvé des lave-vaisselles [...] ça fait déchetterie, il y a de tout, ça pose des problèmes au niveau esthétique et les gens de la commune [les employés] en ont marre de devoir passer derrière* » nous disent des responsables, semblant marquer que dès que l'on est un peu loin du regard les résistances s'affirment. Les écarts reviennent ainsi comme l'un des rares endroits non policés du territoire ; leur exemple laisse à penser que sans surveillance active, le système ne fonctionnerait pas. Toutefois certaines personnes habitant dans les écarts se plaignent de ne pas bénéficier

du ramassage sélectif : « *Mes beaux-parents [qui habitent un écart] n'ont pas droit aux sacs de tri, je leur en donne et ils me ramènent les poubelles parce qu'ils n'aiment pas gâcher* » signale une institutrice.

Les responsables de déchetterie se plaignent de la même manière de la surveillance constante qu'ils ont à effectuer pour que les bons bacs soient bien remplis. « *Le tri, ça gonfle les gens, sauf les pépères qui se retrouvent [à la déchetterie]. Les gens veulent bien aller à la déchetterie, faire du vide, mais pas trier* » affirme un gardien. Un autre raconte : « *Un jour, [il est venu] une femme en jogging très nerveuse à la façon dont elle est descendue de sa voiture. Je me suis dit : Oh la la... A l'époque, il y a dix ans, il n'y avait pas de bennes dans les écarts dans les campagnes. Elle met ses deux sacs. Vos ordures ménagères font un drôle de bruit, que je dis : elle a enlevé huit bouteilles de Champenoy. Et les bouteilles, je les mets où ? Et en repartant, elle m'a donné des noms d'oiseau* ».

On notera, par ailleurs, que, aux dires de plusieurs responsables, la déchetterie devient d'une certaine manière un nouveau lieu de sociabilité pour les personnes âgées : « *Ils amènent des coups à boire, ils viennent, ils ont juste un petit sac et ils disent ah ! tu es là aussi* » nous raconte-t-on ainsi.

Certains gestes enfin résistent au changement comme le fait de brûler. « *On continue à faire brûler pas mal de choses, théoriquement on devrait aller à la déchetterie. Mais dès qu'il pleut, aller hop !* » avoue un élu agriculteur. Des employés municipaux admettent aussi qu'ils continuent à brûler. On nous dit aussi que les châtelains continuent à brûler dans leur parc...

En conclusion, disons que les nouvelles pratiques face aux déchets témoignent bien plus d'une marche forcée (de la part des élus et part conséquent des administrés) due à la législation que d'une démarche environnementale volontaire.

Employés communaux ou territoriaux

Jusqu'à présent le travail des employés municipaux ou territoriaux (tels ceux de la DRT) relevait pour beaucoup de l'auto-organisation. Il était entendu

que ce travail ne nécessitait pas de compétences particulières et ne sollicitait que des connaissances en quelque sorte évidentes. Il était entendu qu'un employé devait être plutôt polyvalent et capable de se débrouiller plus ou moins seul d'un travail qui ne faisait pas question. En milieu rural, beaucoup de ces employés sont au demeurant issus du milieu agricole et, comme tel, supposé savoir comment s'y prendre pour l'entretien du végétal de la commune comme de tous les travaux annexes de bricolage. Traditionnellement, le travail de cantonnier était plutôt confié à quelqu'un qui se trouvait à un moment donné en difficulté professionnelle, une sorte de travail d'intérêt général avant l'heure, et donc peu valorisé.

Cependant, petit à petit, le travail s'est complexifié de plusieurs manières. D'une part, les techniques sont devenues plus complexes (utilisation de machines, de produits phytosanitaires...), d'autre part de nouvelles tâches ont été confiées à ces employés dont, en particulier, le fleurissement. Enfin, de nouveaux espaces à prendre en charge sont apparus, tels les stades ou les plans d'eau. Pour toutes ces nouvelles charges, les employés ont dû « bricoler » pour s'adapter, allant par eux-mêmes à la pêche aux informations. Ainsi pour tout ce qui concerne le traitement des végétaux, le conseil vient presque toujours des sociétés qui vendent les produits phytosanitaires, conseil qu'ils adaptent ensuite en fonction de leurs propres observations ou des remarques de collègues. Pour beaucoup, la question primordiale n'est jusqu'à présent guère environnementale : il s'agit de « faire propre », il s'agit que leur travail se voie sans conteste, sous peine de remarques : *« Quand j'ai été malade, les gens ont réalisé que c'est moi qui le faisait [le travail]. Ils remarquent si le chemin n'est pas taillé ou pas fauché. On n'a que deux bras et deux jambes et un broyeur pour 60 km de chemin, ça ne va pas très vite »* remarque l'un d'entre eux. Le fait d'être peu considéré et toujours soupçonné de fainéantise ressort très clairement des propos de nos interlocuteurs, ce qui compliquent pour eux des initiatives qui « ne donnent pas à voir » le travail : *« A la DRT de X, on est différent. Les gens s'en rendent compte mais ils ne comprennent pas toujours notre démarche. Ils ont vu tailler autrement et leur réaction c'est : à la DDE, ils veulent en faire de moins en moins »*.

Il semble bien, et les employés en sont très conscients, qu'habitants et élus sont devenus plus exigeants sur l'aspect de leur commune. Effectuant leur travail à la vue de tous et potentiellement jugés par tous, les employés se retrouvent ainsi parfois en situation assez inconfortable d'autant que les desiderata des uns et des autres ne se recoupent pas forcément : on se plaint d'eux si, comme nous l'avons dit, on estime qu'ils gâchent de l'eau, qu'ils n'ont pas assez coupé l'herbe des talus, qu'ils n'ont pas assez fleuri tel lieu, etc... Ayant de fait peu de pouvoir, leur marge de manœuvre est assez étroite.

A plusieurs reprises, nous avons pu constater cette difficulté pour les employés qui prenaient des initiatives « en faveur » de l'environnement. Gérant seuls l'entretien végétal, ils se heurtent à l'incompréhension des habitants dès que les habitudes changent. Or il ne semble pas que les élus prennent le temps ou aient l'engagement nécessaires pour relayer et expliquer les changements que les employés essaient d'introduire : dans la mesure où personne dans leur hiérarchie ne s'intéresse à leurs pratiques, en changer revient de fait à se compliquer la vie. Toutefois, réfléchir à ses propres pratiques, échanger à ce propos, se former, c'est aussi ce qui tend à rendre le travail plus intéressant et plus motivant ; c'est du moins ce qu'expriment quelques employés que nous avons rencontrés. Pour la plupart néanmoins, ce travail supplémentaire –et qui pour l'essentiel- n'est pas visible est plutôt un surcroît de labeur dont ils ne voient pas la nécessité dans la mesure où il n'est valorisé par personne : lorsque des employés nous parlent de compliments qu'ils ont reçus de la part des élus ou des habitants, ils concernent généralement le fleurissement. Il ne semble pas, par exemple, que des élus valorisent les efforts de leurs employés concernant un entretien raisonné du végétal.

Certains d'entre eux ont cependant désormais accès à des formations, mais encore assez sur le mode du volontariat. Pourtant ceux qui suivent ces formations, où l'on apprend par exemple l'emploi raisonné des désherbants et pesticides se retrouvent finalement dans une situation encore plus complexe : convaincus d'une nouvelle manière de faire, il s'agit d'en persuader élus et administrés. L'exemple d'un responsable de service « espaces verts » est ainsi

très parlante. Après nous avoir expliqué comment lui et ses collègues étaient arrivés à diminuer grandement la quantité de désherbants employés dans sa commune par des pratiques nouvelles (arrosage manuel et ciblé, espacement des périodes de traitement), il nous raconte comment il a commencé à essayer –de son propre chef- d'éduquer les habitants de la commune à supporter un minimum de « mauvaises herbes » : son idée a été de choisir quelques petites zones test en quelque sorte où volontairement, ils ont supprimé les traitements et allongé le temps entre deux tontes. Il nous cite un lieu précis (un peu en périphérie) où -nous pouvons alors le constater- l'entretien semble moins « radical », mais nous dit aussitôt que « *cela a du mal à passer* ». Reprenant le discours consensuel habituel ici, il constate qu'il faudra du temps pour changer les habitudes et qu'il faut pratiquer la politique des petits pas. Remarquons que le test n'a pas dû être très concluant puisque lors d'un passage récent, nous constatons que la « zone test » a été passée au désherbant : on peut gager que des plaintes sont remontées jusqu'à sa hiérarchie... Il n'empêche que l'usage plus raisonné des pesticides et désherbants semble commencer à faire débat entre les employés qui sont en contact. On nous a ainsi fait régulièrement ce type de remarque : « *Sur mon secteur, je ne traite plus les glissières de sécurité. Les glissières sont enfouies dans les herbes. Les saignées, je les traite un peu. Avant que j'arrive, on utilisait 300 litres de désherbant, maintenant on en utilise 40 litres* » ; « *Le Round-up, ça se met juste sur l'herbe normalement. Maintenant on traite plutôt avec des appareils à dos, ça permet de traiter juste la surface. On est passé de quinze à vingt litres à un litre seulement par rapport à quand on arrosait avec le tracteur. On passe plus de temps mais c'est mieux fait et on récupère le temps au bout de l'année* ». On remarquera que la contrainte temps (avec l'augmentation des tâches et des surfaces à traiter) pousse à revoir ses pratiques comme celle du désherbage ou celle du choix d'espèces végétales moins contraignante en entretien.

D'autre part, on porte un regard sur les pratiques des employés des autres communes ; un employé note ainsi : « *Le maire de X ne s'occupe pas de la question de l'herbe. Ses trois gars sont comme des cosmonautes sur la tonne à eau, ils arrosent le trottoir d'un bout à l'autre alors qu'il y a un brin*

d'herbe là et un autre là et tout repart dans le caniveau aussitôt ». On peut voir deux facteurs déclenchants de cette nouvelle sensibilité : soit il s'agit d'une prise de conscience personnelle au travers d'informations pêchées ici ou là, soit d'une prise de conscience plus collective dans les communes plus importantes ou au sein d'administrations telle que la DRT qui passe par des formations (on nous cite ainsi des formations du CNFPT ou de Mission Bocage). Toutefois, dans ce second cas, il y a bien souvent aussi à l'origine de la démarche une personne plus volontaire qui entraîne ses collègues.

Le fleurissement, qui est aujourd'hui devenu incontournable dans toutes les communes des Muges, est une pratique plus facilement valorisante pour les employés : elle est, elle, tout à fait consensuelle et permet –d'autre part- de laisser s'exprimer une certaine créativité, d'autant que jusqu'à présent une grande liberté est accordée en ce domaine aux employés. Ils peuvent ainsi suivre leurs goûts et développer des stratégies pour « fleurir plus et mieux ». Tel employé court ainsi les salons pour se donner des idées de mosaïques florales dont il cherche les thèmes pour faire plaisir à tous (liés à l'actualité ou à un événement local) et il nous dit son plaisir d'avoir des retours si positifs. Tel autre a gardé contact avec le service « espaces verts » d'une grande ville où il a travaillé et peut ainsi avoir accès à des boutures ou à des plants gratuitement. Le travail là, se voit clairement, et on cherche à plaire, à être attentionné : « *On a fait les premiers chrysanthèmes à X. On en a planté 1.500 à l'automne. La floraison ne dure pas longtemps, mais ça vaut le coup pour nos morts* » nous dit-on ainsi. L'esthétique qui préside à leurs choix en ce domaine semble tout à fait en adéquation avec celle des élus ou des habitants ; pour l'essentiel, elle pourrait se résumer ainsi : on ne mélange pas fleurs des villes et fleurs des champs. Un employé qui s'occupe plutôt de la campagne précise ainsi : « *On essaie de mettre des fleurs sur les bas-côtés. On sème du ray-grass anglais qui n'est pas envahissant et on est pour le respect des espèces locales à 100% [...]* *Quand c'est en agglomération, je ne suis pas contre, mais un rosier en bordure d'accotement, c'est une question d'allure, il y a des plantes qui n'ont rien à faire en pleine campagne. On aurait bien mis du noisetier sur 200 mètres, puis 20 mètres de charme, etc... Des haies qui n'ont aucun charme, on en voit sur les*

voies rapides. Sur les lotissements depuis 20 ans, il y a des thuyas sur des espaces restreints, mais pas en pleine campagne pour abriter une serre, je suis contre ». Les fleurs des villes (et donc les espèces qui y correspondent dans l'esprit de nos interlocuteurs) signent l'espace urbain dont tout le monde ici a tout à fait conscience des limites.²⁴ Le modèle de fleurissement est au demeurant tout à fait explicitement celui des villes comme nous le fait remarquer un employé qui parle de mode en ce domaine et souligne qu'en campagne les modes de fleurissement arrivent avec dix ans de retard (« *La ville sert de vitrine, nous dit-il, J'ai repiqué des idées sur Nantes. On a été au jardin des plantes avec des collègues et on a pris des photos* »). Il y aurait donc erreur à penser que les habitants des Mauges (et par conséquent les employés qui en sont issus) voient leur territoire comme un continuum rural : le travail des employés consiste aussi à marquer cette différence entre bourgs et campagne qui fait sens pour tout le monde ici.

La relative autonomie des employés dans leur travail, de même que la culture professionnelle partagée sont toutefois fortement remises en cause par l'apparition des commissions « environnement » dans les municipalités, ainsi que des commissions « fleurs » de plus en plus fréquentes. Un changement qui devrait –petit à petit– avoir de grandes incidences sur le travail même des employés dont les tâches seront de fait de plus en plus sous contrôle, ce que certains ne manquent pas de sentir comme une menace en particulier parce qu'ils ne sont pas persuadés de la légitimité « technique » des élus. Il se pourrait bien que la seule façon pour eux de garder alors voix au chapitre passe par une professionnalisation et une technicité accrues qui leur permettent d'avoir leur propre légitimité dans la manière de faire. Mais la technicisation peut aussi se payer d'une perte d'investissement des moins motivés d'entre eux dans la mesure où le plaisir de bricoler (au sens noble) librement et celui de l'initiative seront bridés au profit d'une simple application de consignes venues de la hiérarchie. De la limite déjà établie de leurs prérogatives témoigne aussi ce constat d'un employé : « *Des gens nous demandent des conseils, des fois ils*

²⁴ Elles peuvent aussi signer des marquages humains de l'espace naturel comme les calvaires en campagne dont le fleurissement est toutefois laissé à l'initiative individuelle jusqu'à présent.

nous téléphonent. Ils veulent savoir le nom des plantes pour faire leur jardin. On n'a pas le droit de répondre normalement... ».

Elus et aspect des communes

Ce que les employés ressentent au niveau du fleurissement se retrouve trait pour trait chez les élus que nous avons rencontrés. De façon somme toute assez récente dans les Mauges, ils se préoccupent de l'image que la commune donne pour les gens extérieurs autant que pour leurs administrés. *« Il s'agit d'avoir, été comme hiver, un village accueillant. C'est un message fort et on a un retour. Quand on passe, on voit que c'est bien fleuri, très agréable »* ; *« On essaie de donner une vision intéressante de la commune »* commentent ainsi deux maires de petites communes. Un autre note : *« Il y a un caractère dans notre village, c'est ce que nous disent souvent les gens de l'extérieur ».*

Le fleurissement apparaît donc comme le premier –et sans doute le plus simple- moyen de répondre à cette nouvelle exigence de « se donner à voir ». Tous les élus signalent au demeurant que leurs administrés réclament des « fleurs publiques » (ils remarquent toutefois que les agriculteurs sont nettement moins sensibles à cet aspect). Cependant si le consensus semble bien se faire autour des fleurs du bourgs, il semble qu'il ne faille pas en faire ressortir le coût pour la collectivité : alors que nous demandons à un maire combien de temps est consacré à cette tâche par les employés municipaux, il nous donne la réponse tout en précisant qu'il ne l'a jamais annoncée publiquement : *« On est un peu timide à ce sujet »* commente-t-il. Il s'agit en quelque sorte d'une nouvelle norme qui ne fait pas encore débat : aujourd'hui un bourg qui « se respecte » est fleuri.

On retrouve aussi fréquemment dans leur propos et à ce sujet la dichotomie urbain-rural comme en témoignent ces quelques phrases d'élus, avec bien souvent quelques contradictions apparentes entre ce qui relève du rural et ce qui relève de l'urbain : *« Sur le plan d'eau, on a fait des aménagements pour les petits enfants et aménagé des sentiers avec du sablon pour pouvoir casser le côté rustique partout et pour pouvoir y aller l'hiver...dans*

*l'herbe, c'était mouillé » ; « Autour des plans d'eau, on avait mis des pelouses, mais il fallait planter pour l'ombre. On est dans un monde rural, ça doit rester nature » ; « [Dans le nouveau lotissement] il y aura un caractère rural du fait de la conservation des arbres ». De fait, la contradiction n'est pas réelle ; en effet, c'est par les espèces végétales retenues que se définit l'aspect urbain : ainsi une haie florifère autour d'un lotissement fait transition entre la haie « rurale » ou agricole et le bourg fleuri d'espèces vues comme franchement urbaines (géraniums, pensées, bégonias, etc...). Il y a donc bien une fonction symbolique du fleurissement que l'on ne peut légèrement remettre en question même si elle ne correspond pas au goût de certains prescripteurs qui ne voient, eux, que l'aspect rural du territoire. Ainsi l'affirmation de l'un d'eux (« *Quand tu travailles sur le rural tu dois faire du bocage, ce n'est pas florifère, ça ne doit pas être horticole ni paysager* ») va à l'encontre du sentiment général.*

On remarquera aussi que l'arbre est vu comme élément du rural par la plupart des élus que nous rencontrons, quand bien même les espèces plantées n'appartiennent pas à une espèce « indigène ». Toutefois, lorsqu'il s'agit de planter des arbres, ce n'est pas cette dernière qui est préférée : il faut y voir une influence des parcs des châteaux où cèdres, ifs, marronniers, etc. « font paysage », ce que les élus (avec le soutien de leurs administrés) cherchent peut-être à reproduire dès lors que ils pensent en terme d'aménagement urbanistique, collant alors à un modèle plus prestigieux que celui des espèces « rurales » vues comme plus « utilitaires ». Il s'agit sans doute d'une sorte de revanche sociale par un accès enfin public aux espèces plus prestigieuses. On retrouve ici une symbolique sociale des arbres et végétaux que partagent les habitants. On ne peut non plus ignorer une influence urbaine : ce sont en effet les arbres des parcs et avenues urbaines que les aménageurs des Mauges retiennent de fait.

Les prescripteurs de l'environnement

Il existe sur les Mauges quelques institutions, publiques ou associatives, et –au sein des collectivités- quelques techniciens dont le domaine

d'intervention est l'environnement. Les interlocuteurs que nous avons eu au sein de ces institutions ou auprès de ces techniciens font tous état d'un sentiment de frustration à la lente avancée de leurs idées et de leurs initiatives sur le territoire. Il semble évident qu'un fort décalage existe entre leurs préoccupations et celles de la majorité des habitants des Mauges dont ils ont bien conscience, mais qu'ils ont du mal à supporter, très convaincus qu'ils sont du bien fondé non seulement de leur mission mais aussi de leurs convictions. Tous expriment l'idée d'un « retard » dans la population que leur tâche viserait à combler. On peut remarquer qu'ils légitiment pour beaucoup leurs prises de position par des directives ou débats nationaux ou européens issus du travail d'experts qui n'est pas sans rappeler la façon dont les techniciens d'après-guerre vivaient et appliquaient la mission qui leur était donnée. Ainsi, les quelques doutes qu'ils peuvent exprimer ne concernent guère le fond de leur travail, mais plutôt sa forme : en bref, comment trouver le moyen de faire passer –auprès d'une population rétive- les actions dont ils ont été chargées (ou dont ils se sont chargés dans le cas des militants associatifs). Si la plupart soulignent bien qu'ils sont « au service » de la population (ou des agriculteurs plus particulièrement pour certains), ils se ressentent néanmoins clairement en position de savoir et donc de pédagogues. La tendance est encore plus marquée lorsqu'il s'agit de techniciens frais émoulus de formation spécialisée tels les DESS « environnement » par exemple. Les questions environnementales ne relèvent plus guère dans leur cas d'un débat idéologique ou politique, mais d'une sorte d'évidence technique qu'il s'agit d'appliquer de la façon la plus performante possible -y compris par la coercition si nécessaire- ainsi que le montre cette remarque d'une technicienne parlant de la gestion des déchets : « A X, on va toute l'équipe surveiller s'il n'y a pas de problème de dépôt. Je leur dis : « prenez des gants, vous êtes sûrs de trouver l'adresse ». L'amende, elle est directe ». Si presque tous relèvent a priori la nécessité d'une approche consensuelle –dont ils ont conscience qu'elle est ici une valeur cardinale-, la frustration peut l'emporter et le jugement n'est pas loin, non plus que la remarque cinglante, ainsi de cette phrase qu'un technicien nous rapporte avoir dit à un agriculteur : « Cette herbe, elle me dit que tu as été agressif [...]

La nature, elle trahit tous les actes. Je peux te dire ce que tu as fais ces quatre ou cinq ans ».

Les fortes convictions qui animent presque tous ces techniciens ou militants associatifs sont certes catalyseur d'énergie et d'initiatives qui peuvent tout à fait être reprises et développées sur le terrain, mais elles poussent aussi à nier ou du moins à occulter les raisons parfois profondes des pratiques qu'ils cherchent à réformer en « criminalisant » en quelque sorte ces pratiques. Les agriculteurs le ressentent bien qui voient d'ailleurs dans ces nouveaux techniciens les héritiers de ceux qui les ont « encadrés » depuis l'après-guerre. On ne saurait en effet négliger ce fait : depuis cinquante ans, chaque agriculteur est la cible de conseils techniques à tous les niveaux (lors d'une étude sur les producteurs de viande, nous avons relevé jusqu'à dix-sept intervenants pour un seul producteur), conseils qui n'ont pas toujours apporté plus de bien-être ou de résultats positifs à ceux qui les recevaient. Les agriculteurs ont, d'autre part, l'impression bien ancrée qu'à travers ce dispositif d'encadrement technique, c'est leur autonomie qui est en jeu pour des raisons qui dépassent leur bien propre : *« A travers le conseil, c'est leurs politiques qu'ils appliquent. Nous, on suit. La politique change et tout change. Ce qu'on faisait n'est plus valable, il faut tout remettre en question. Un jour, tu es un agriculteur modèle et après, tu as tout faux. Quand tu es fort, tu tiens, mais surtout si les résultats ne sont pas là, si tu ne résistes pas, tu es juste baladé »* remarque un agriculteur. Un autre note : *« Avant il fallait produire. Maintenant, il faut faire de l'extensif et bientôt il faudra tous passer au bio. Mais on n'est pas des marionnettes ! »*. C'est bien aussi dans ce contexte qu'il faut envisager l'intervention des nouveaux techniciens de l'environnement, quand bien même ceux-ci ne voient guère leur parenté (tant leurs idées en sont éloignées) avec la longue lignée de techniciens productivistes qui les a précédés –et dont certains ont d'ailleurs pris fort opportunément le virage environnemental. Chez les agriculteurs, le seuil de saturation ne nous semble pas très éloigné face à tous ceux qui *« prétendent savoir mieux qu'eux »*, ceux qui *« prêchent le y-a-qu'à, y-a-qu'à »* ainsi que l'expriment certains d'entre eux.

Il semble que peu de techniciens aient pris conscience qu'ils s'inscrivaient (professionnellement, sinon dans leurs convictions personnelles) dans le cadre d'une nouvelle idéologie dominante qui peut, sur le terrain, prêter à résistance en tant que telle. Le lien entre nombre de leurs actions et les directives européennes par exemple est pourtant facilement démontrable ; or ils ont une attitude ambiguë face à cette réalité. Pour la plupart de sensibilité écologiste et d'origine militante, ils se refusent en général à endosser cette légitimité technocratique jusqu'au moment où, rencontrant trop de résistance, ils se mettent justement à user de cette légitimité par une sorte de rappel à la nouvelle règle : cette ambiguïté est bien ressentie sur le terrain par des gens qui ont du mal à décider s'ils ont à faire à des « écologistes » ou à des personnes chargées d'appliquer une politique décidée « plus haut ».

L'enthousiasme et l'investissement personnel que nombre d'entre eux mettent dans leur travail sont souvent clairement perçus par ceux auprès de qui ils interviennent, qui reconnaissent en particulier la connaissance qu'ils ont de leurs dossiers. Mais ils sont néanmoins ressentis comme trop « extrémistes », non pas tant, peut-être, par la nature des thèmes qu'ils mettent en valeur -qu'il s'agisse de tri des déchets, de replantation de haies, etc.- que par leur difficulté à admettre des pratiques qui ne leur semblent pas parfaitement « logiques ».

Ainsi on remarquera qu'à des visées de nature écologiste se mêlent souvent des visées esthétiques –de goût pourrait-on dire- qui, pour eux, semblent aller naturellement de pair. On le remarquera dans cette citation que nous avons déjà reprise d'un militant associatif et qui affirme ainsi : « *On est dans l'animation et pas dans la légitimité pour dire quoi planter, ni dans la logique trop intégriste* » et poursuit par : « *Les gens n'ont pas d'idée, ne savent pas ce qui est beau, ce qui est beau c'est de faire comme tout le monde : les pâquerettes et les plantes sauvages, c'est très dur à faire passer* ». Ou encore ce technicien qui se désole du goût des élus pour les saules pleureurs ou les massifs de géraniums, ne réalisant pas que les fleurs des champs en plein bourg sont tout aussi artificielles. Dans le même esprit, on peut aussi remarquer le goût affiché par presque tous ces techniciens pour le « patrimoine » bâti qui, là non plus, ne rencontre pas –ou pas encore- le goût local. Une technicienne

souligne ainsi : « *L'environnement c'est un tout, ce n'est pas que le bocage. Il faut s'occuper en même temps du corps de ferme ancien et récent. Ce qui est visuel, c'est l'ensemble, ce qui est visuel, c'est cette fameuse bâche noire, ça me choque* ».

Sans doute cette appréhension « globale » de l'environnement qu'ils ressentent comme cohérente est-elle liée au fait que le temps n'est pas loin pour eux où ces questions relevaient purement d'une approche militante et donc d'une façon « d'appréhender la vie ». Le passage à la professionnalisation est de fait très récent et la mission de ces techniciens est encore en définition, à charge souvent pour eux d'en fixer les limites.

Nous remarquerons enfin qu'un champ leur est laissé absolument ouvert, celui de la formation des enfants à l'environnement, en particulier dans le cadre scolaire. A ce niveau, on ne rencontre aucune réticence. Il semble entendu, tant par les élus que par les pédagogues, que les enfants doivent être « formés » à la nature et à son « respect » et l'on n'hésite pas à les décrire comme « cibles », comme « prescripteurs » auprès de leurs parents. Un technicien, parlant du tri, explique ainsi : « *Ce qui est efficace, c'est les visites d'enfants. Les visites d'enfants, c'est porteur. Les enfants sont beaucoup plus réceptifs, c'est là qu'il faut taper* ». Parlant d'un renouveau du bocage, un autre évoque une opération faite avec une école « *afin que les enfants s'imprègnent de cette image, que les enfants s'imprègnent de cette démarche d'environnement* ». Toutes sortes d'initiatives sont ainsi prises qui visent à l'éducation à la nature et à l'environnement, afin de les rendre plus « citoyens » que leurs parents, voire à les pousser à faire changer les pratiques des parents : « *Les enfants font progresser les parents* » affirme ainsi un maire. Seul un animateur remarque que cette sorte d'enrégimentement, que cette approche encadrée et très pédagogique, en faisant en quelque sorte une matière scolaire, tend aussi à détourner les enfants d'une approche plus personnelle ou plus ludique de la nature, qu'elle y fait entrer plus de devoirs que de plaisir.

La professionnalisation des techniciens de l'environnement s'accompagne aussi souvent d'une tendance à la privatisation. On observe ainsi en ce domaine le passage rapide d'une activité militante et bénévole, à une activité sociale d'insertion, puis à la nomination de techniciens « experts » et enfin à la privatisation des tâches. Le cas du tri des déchets en est une illustration claire, mais la tendance se retrouve désormais à d'autres niveaux qu'il s'agisse de l'entretien des espaces publics ou de l'assainissement. Certains militants ou techniciens observent ce passage avec anxiété. Ainsi d'un technicien de la DRT qui s'inquiète de sa future fonction, comprenant bien que le travail lui-même en sera changé : « *On va tomber dans un service de secours, on sera les pompiers des routes. Les réparations seront faites par des boîtes privées, ce ne sera pas évident d'avoir des politiques concertées* ». Il poursuit ainsi : « *Un cahier des charges, on mettra dedans ce qu'on voudra, mais il faudra quelqu'un pour le suivi* ». La potentielle perte de contrôle qu'induit la privatisation est bien ressentie, même si elle est une tentation pour esquiver certaines responsabilités ainsi que le dit une technicienne parlant d'un dossier d'assainissement : « *Avec l'obligation de contrôle, ils [les élus] se demandent s'ils vont déléguer ou embaucher eux-mêmes pour lancer les contrôles de fonctionnement. On se demande si on ne va pas passer en délégation totale, car c'est un dossier chaud. Les élus ont peur qu'on soit accueilli par un fusil quand l'installation est à faire !* ».

Dans les Mauges où la cohésion sociale est particulièrement valorisée, certains techniciens s'étonnent que le parti pris de la privatisation ne soit pas regardé avec plus de méfiance : ainsi des animateurs d'associations d'insertion qui constatent que la professionnalisation, souvent suivie d'une privatisation, privent les gens en difficulté des niches qu'ils avaient réussi à se créer. C'est le cas pour le tri des déchets, cela pourrait être bientôt aussi le cas pour l'entretien de la nature vers lequel ces associations se sont très vite retournées. Outre l'aspect social de la question, ils soulèvent la question du contrôle par la collectivité des services privatisés.

Conclusion

Les représentations de la nature sont très dépendantes de l'usage qu'on en a et des pratiques qu'on y mène. C'est à dire que le regard qu'on porte sur la nature ou l'environnement sera d'autant plus riche et complexe que l'on en a une fréquentation plus intense et surtout diversifiée.

En ce qui concerne la nature, pour les jeunes, l'apprentissage s'effectue de nos jours en grande partie sous le regard d'adultes. Il s'agit d'activités « encadrées » dont les approches sont plus savantes, pédagogiques et surtout contraintes que sensibles ; de même, dans les Mauges, la fréquentation de la nature par les adultes s'effectue presque exclusivement en groupes (groupes parfois très importants) ce qui en fait avant tout une activité de loisir social, organisée. La découverte spontanée (au risque de se perdre) ou les aspects naturalistes ou plus intimistes - basés sur un usage quotidien et utilitaire (à l'exemple de la cueillette) - semblent inexistantes. Contrairement à ce que l'on pourrait penser les savoir-faire concernant le jardinage, voire les savoir-faire agricoles ne sont pas si établis que ça et on nous a souvent exprimé le besoin en conseils.

L'influence de la pression agricole sur les terres se fait sentir en termes environnementaux et a des conséquences non seulement sur la façon dont on perçoit la nature mais aussi sur les pratiques qu'on y mène. Cela se traduit ainsi par l'absence de lieux « sauvages » ou incultes, ou encore de bois, qui frappe l'étranger comme les ethnologues, mais n'est pas consciemment ressenti, ici, comme un manque. Avec la pratique de nouveaux loisirs de plein air, pratiques que l'on peut mettre en lien avec une vie plus sédentaire, de nouveaux usages

de la nature se font cependant jour qui modifient l'organisation territoriale. Ainsi de la pratique de la randonnée ou des VTT : exigeants en chemins non goudronnés, ces loisirs demandent la mise en place de réseaux spécifiques et donnent lieu en amont à négociations. Ou encore de l'aménagement de plans d'eau dans les villages : cet élément aquatique participe à l'animation des bourgs en offrant un lieu de promenade et de pique-nique ainsi qu'un nouvel élément paysager valorisé.

Dans cette région agricole, la nature que l'on préfère est d'abord une nature aménagée. Tous les loisirs de plein air que l'on y pratique nécessitent en effet des aménagements : qu'il s'agisse d'un mobilier spécifique (tables et bancs pour le pique-nique, barbecue, voire toilettes) ou bien de l'entretien des sentiers (pédestres ou cyclistes) ou encore du fleurissement (points stratégiques dans les bourgs ou espaces verts communs, calvaires). Point fondamental de la relation à l'environnement dans les Mauges : il n'est ici toléré qu'une nature ordonnée.

Cela passe donc par des besoins en mains d'œuvre et en produits de traitement dont tout un chacun use largement. Les thèses urbaines en faveur d'une gestion la moins interventionniste possible de la nature (que promeut, par exemple, le paysagiste Gilles Clément), les plaidoyers pour la sauvegarde de la biodiversité dans la nature ordinaire (objectif des Parcs Naturels Régionaux par exemple qui s'est étendu plus largement) ne reçoivent aucun écho dans cette région. La nature est avant tout envisagée comme espace productif et donc prioritairement destinée aux agriculteurs. En un second lieu, elle devient aussi espace de loisir en tant qu'elle favorise l'expression des liens sociaux. On peut ainsi pratiquer la nature sans se préoccuper pour autant de l'environnement naturel : type de végétation, présence ou non de la faune, baisse de qualité des eaux etc. passent ainsi relativement inaperçue aux yeux des usagers. Ces pratiques, de fait peu attentives à la nature, n'éveillent donc pas la conscience d'une atteinte portée à l'environnement ; aucun discours dramatisant ne résonne dans cette région. Pour l'essentiel les habitants ressentent leur territoire comme agréable et sécurisant, à l'abri. Ils ne se sentent pas atteints localement par « la » pollution.

La représentation traditionnelle du territoire qui sépare bourg et campagne persiste aujourd'hui (retraduite en rural/urbain). Celle-ci se manifeste dans les volontés d'aménagement des élus comme de la population, ce que ne perçoivent guère les prescripteurs de l'environnement.

Toutefois ces représentations ne sont pas figées, et pour peu que l'approche soit pragmatique *et* consensuelle, les initiatives nouvelles, dans le domaine de l'environnement comme dans d'autres domaines, ne sont pas destinées à être rejetées pour autant qu'elles apparaissent comme « modernes », l'exemple de l'adoption rapide du modèle productiviste agricole l'a bien montré.

Table des matières

Introduction	3
1. Le contexte ou le poids de l'histoire.....	5
Un pays fermé	5
Le bocage d'hier comme métonymie du pays	7
Un rattrapage à la modernité	9
Un pays aux revenus modeste	11
La pression sociale	13
Les nouveaux arrivants	15
Rural/urbain	16
2. Nature et lien social.....	18
Les haies d'hier	19
Une campagne sans espaces verts	21
Une nouveauté : le plein air de loisir	23
La randonnée, pratique sociale par excellence	25
Pêche et chasse	30
Les enfants en vadrouille	32
Fleurs privées, fleurs publiques	34
La haie aujourd'hui : nouveaux usages ?	40
« Propre en ordre »	45
3. Perception de l'environnement.....	52
La pollution, une affaire lointaine	52
Une eau de prix	56
Un paysage compartimenté	58
Les arbres	60
Des passions spécialisées	62
4. Professionnels et prescripteurs.....	64
Le consensus ou la crainte de l'extrémisme	64
Les déchets	66
Employés communaux ou territoriaux	68
Elus et aspect des communes	74
Les prescripteurs de l'environnement	75
Conclusion.....	81

